



ENTREVUE

Louise VANDELAC

Le monde
du travail

JUST-IN-TIME



265 • 3,95\$

MARS-AVRIL 1997

DOSSIER la vie des
DÉPANNEURS

au Québec

...le 7e jour,
ils se transformèrent

A.D. 1931

TABAGIE Variétés 96

Bell

04
9 770849 035006


Une bonne ÉCOLE Pour tout le monde

 **C'est une école qui favorise la réussite de tous les élèves**

Favoriser la réussite des plus faibles sans nuire à celle des plus forts: voilà le défi d'une bonne école. Mais cela ne veut pas dire offrir aux jeunes une école médiocre. Au contraire, l'école de tous les enfants, c'est aussi l'école de tous les talents. C'est une école à même de réaliser un véritable projet éducatif dynamique sans sélectionner les jeunes, car il est inacceptable que les projets particuliers soient réservés aux seuls bons élèves et que l'école ordinaire doive assumer tout le reste des responsabilités.

 **C'est une école laïque où la religion a sa place**

Partout au Québec, la pratique religieuse s'est transformée et la diversité s'est accrue. C'est pour prendre en compte cette réalité nouvelle que l'école d'aujourd'hui ne doit plus avoir comme fonction de transmettre la foi, mais bien de donner à tous les jeunes une bonne connaissance des grandes religions, particulièrement des religions chrétiennes qui ont marqué notre histoire, et de transmettre les valeurs humanistes dont elles sont porteuses.

 **C'est une école qui accepte tous les élèves, les riches comme les pauvres**

Lorsqu'ils font des études supérieures, les jeunes du public réussissent aussi bien que ceux du privé. Cependant, comme l'école publique accepte tous les enfants, les riches comme

les pauvres, les élèves en formation professionnelle comme ceux ayant des difficultés, elle a besoin de plus de moyens. Prétendre qu'il y a une saine concurrence entre le privé et le public, c'est comparer des pommes et des oranges. Si l'on veut être juste, il faut reconnaître que tous les fonds publics doivent aller à l'école publique.

 **C'est une école à laquelle on donne les ressources nécessaires**

Selon les chiffres du ministère de l'Éducation du Québec pour l'année 1995, la dépense par élève pour les commissions scolaires totalise 5 897 \$. Ce chiffre se situe bien en deçà de ce qui est consenti en Ontario, soit 6 255 \$, et aux États-Unis, soit 6 607 \$. Et s'il est vrai que le Québec a réussi un rattrapage important en éducation depuis la révolution tranquille, ce rattrapage n'est pas complété. Et pour réussir, il faut mettre fin aux compressions budgétaires et refaire de l'éducation une véritable priorité nationale.

 **Cela se prépare dès la petite enfance**

C'est dès la petite enfance qu'on apprend tout ce qui va nous servir plus tard à l'école. Mais tous les enfants n'arrivent pas en première année avec un même bagage culturel. Or, pour que les enfants de tous les milieux partent du bon pied, il faut des garderies de qualité et accessibles pour les plus petits alors que les maternelles doivent prendre le relais pour les enfants de quatre et cinq ans. Des bons services éducatifs dès la petite enfance, voilà une condition de réussite pour l'avenir.

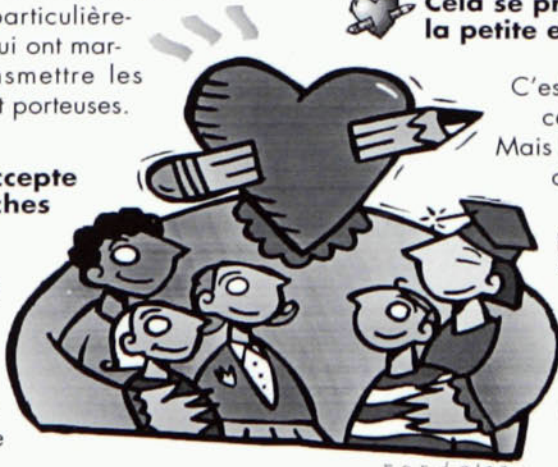




PHOTO: FRANÇOIS BOUCHER

10

ENTREVUE

10

LOUISE VANDELAC

Le monde du travail *Just-In-Time*

Sociologue, Louise Vandelac voulait devenir, pour elle et pour les autres femmes, sujet du savoir. Super-active, elle a été confrontée, après les avoir étudiées, aux limites qui se présentent aux femmes et aux familles de notre époque. Elle s'inquiète maintenant pour toutes les victimes du nouveau monde du travail, de la gestion inhumaine *Just-In-Time*.

DOSSIER

24

LES DÉPANNEURS AU QUÉBEC

Le 7^e jour, ils se transformèrent

Il est, par essence, proche de sa clientèle. Modeste et perdu dans son quartier résidentiel, véritable caméléon, c'est un commerce qui s'est transformé tout au long du siècle, aux grés de l'organisation sociale, des lois, des besoins de la population, et des invasions marchandes. Toute une vie grouille au dépanneur de quartier ou de passage: c'est souvent le lieu public organique par excellence...

PHOTO: JULIE PÉPÉAULT



24

ÉDITORIAL: L'affaire Franck Lambert	4
PHOTO-REPORTAGE: L'histoire juge	7
VIE ET CULTURE: La radio audionumérique	16
LIRE: <i>Le pari de la liberté</i>	19
SUR LA PLANÈTE: Pérou: mines de rien	20
CHRONIQUE INSOLENT: En pain d'épice	40
TOUR DU QUÉBEC: Taxi <i>Plus</i>	41
EN MOUVEMENTS: Réforme de l'aide sociale	42
COURTES ET SUCRÉES	46

VO

VO est un magazine d'intérêt général et un magazine alternatif d'information, de réflexion et d'enquête qui traite des conditions de vie et de travail, des luttes, de la culture et des aspirations du monde populaire. VO s'adresse aux militants-es, aux intervenants-es des milieux populaires et à tous ceux et celles qui aspirent à des changements sociaux. Fondé en 1951 à titre de revue de l'Action catholique ouvrière, VO a évolué au fil des ans pour devenir un magazine indépendant, qui s'inspire des différents courants émancipateurs. Les articles publiés dans VO n'engagent que leur-s auteur-e-s.

Conseil d'administration: Guy Biron,

Anne-Marie Brunelle, Marianik Gagnon, Raymond Langevin, Clotilde Lemay, Daniel S.-Legault, Monique Tremblay.

Comité de rédaction: Louis Brillant, Jacques Collin, Chantal Desjardins, Guillaume Dostaler, Françoise Guay, Julie Perreault.

Rédacteurs en chef: Jean Robitaille et Daniel S.-Legault.

Coordination, promotion, publicité: Jean Robitaille.

Direction artistique, secrétariat de rédaction, montage des couvertures: Daniel S.-Legault. **Gestion des abonnements et traitement de textes:** Ginette Gaudreault. **Mise en pages:** André Leclerc. **Représentation publicitaire:** Réseau international (514) 722-7708.

Édition: Revue Vie ouvrière inc. **Impression:** Imprimerie d'Arthabaska inc. **Distribution:** Messageries de presse Benjamin. **Fréquence de parution:** 6 numéros par an. **Photo couverture et intervention:** Julie Perreault et D.S.-Legault (médaillon: L. Vandelac, par François Boucher). **Grille de tarifs d'abonnement:** Individu ou groupe populaire: 23\$/an ou 40\$/2 ans. Institutionnel: 32\$/an. Soutien: 35\$/an. Étudiant ou sans emploi: 15\$/an. À l'étranger (par avion), individuel: 30\$/an. À l'étranger (par avion), institutionnel: 40\$/an. Un numéro seulement: 5,35\$ (incl. frais de poste).

La distribution de VO est certifiée par l'Agence de vérification de la distribution par assermentation (AVDA). VO est membre de la Société de développement des périodiques culturels québécois (SODEP). Ses articles sont indexés dans le répertoire analytique de presse *Repère*. Dépôt légal à Ottawa et à la Bibliothèque nationale du Québec. ISSN 0849-035X. Envoi de publication, enregistrement n°0220. Parution: n°265, 1^{er} mars 1997.

VO: 1215 Visitation, bureau 101, Montréal (Québec), H2L 3B5
Téléphone: (514) 523-5998, télécopieur: (514) 527-3403
Adresse électronique: vo@mblink.net

ÉDITORIAL

Janvier 1992. Franck Lambert, prestataire de la sécurité du revenu, se voit offrir par son agent un Stage en milieu de travail. Employé par le ministère du Tourisme du Québec, on l'informe qu'il n'a pas droit, contrairement à tous les autres salariés-es, au salaire minimum. C'est la loi, paraît-il. Son stage devait durer quatre mois. Il se termine après seulement cinq semaines sans qu'il n'ait bénéficié d'aucune formation particulière.

La cause de son renvoi: un comportement perturbateur. «On m'a reproché d'être trop sociable. On m'a expliqué qu'il fallait respecter la hiérarchie, que je ne devais pas dire bonjour à tout l'monde», nous a confirmé Franck Lambert. «Vous savez, ça faisait deux ans que j'étais sans travail. J'étais excité à l'idée de travailler dans la fonction publique. Je voulais me faire *chum* avec le monde.» Mais il en aurait fait trop. «On m'a dit: "Calme-toi, pis reste dans ton coin."»

Pour l'aider à surmonter ce problème d'intégration au travail, la Commission de formation professionnelle, qui supervisait le stage, a proposé que M. Lambert suive le cours d'*Initiation à la vie professionnelle*. Mais le ministère du Tourisme a refusé. Affecté à la photothèque¹ du ministère, il aura passé tout son temps à classer des photos qui s'empilaient pêle-mêle depuis quatre ans.

Le ministère du Tourisme n'a pas agi différemment de la majorité des employeurs: prêt à accueillir des stagiaires de l'aide sociale à la condition qu'ils-elles fassent n'importe quelle *job* sans rechigner. Mais confronté au réel besoin de formation d'un stagiaire, l'employeur démissionne.

LA COMMISSION DES DROITS SE DÉFILE

Ayant déjà milité dans un groupe communautaire, Franck Lambert contacte un bureau d'avocats-es spécialisés en droit social. On l'aiguillonne vers la Commission des droits de la personne qui étudie son dossier pendant trois ans, pour décider de laisser tomber l'affaire sous prétexte notamment du préjudice «pécuniaire peu important», moins de 200\$.

«J'ai trouvé ça bizarre que la Commission des droits de la personne refuse de me défendre pour ce motif.» Malgré le refus de la Commission, ses avocates, Mes Galipeau et Barabé, décident de porter sa cause devant le Tribunal des droits de la personne. Le 23 décembre dernier, après plusieurs jours d'audition caractérisée par une importante preuve d'experts, la décision est rendue. Dans un jugement de 38 pages, le juge Simon Brossard estime que les articles 23 et 24 de la Loi de la sécurité du revenu, lesquels refusent aux personnes assistées sociales en stage de travail la protection de la Loi des normes du travail et du Code du travail, sont in-

1 Ironiquement, la photothèque a été fermée peu de temps après, à l'occasion de coupures budgétaires.

JEAN ROBITAILLE

La loi est discriminatoire **UNE IMPORTANTE VICTOIRE D'UNE PERSONNE ASSISTÉE SOCIALE**

compatibles avec la Charte des droits et libertés de la personne.

MAIS UN TRIBUNAL LUI DONNE RAISON

La position du juge Brossard est sans équivoque: «Dans les faits, le contrat de stage en milieu de travail mettant en cause monsieur Lambert, le ministère du Tourisme, le centre Travail-Québec et la Commission de formation professionnelle ne couvre pas une situation correspondant à un stage de formation en milieu de travail mais plutôt une situation d'emploi. Durant la période de cinq semaines qu'a duré le stage, monsieur Lambert n'a reçu aucune formation ni entraînement, il n'a fait qu'exécuter le travail indiqué par madame Laquerre à la première heure et s'est acquitté de cette tâche durant toute la période où il a été à la photothèque. (...) De plus, la rupture du contrat illustre également que pour le ministère du Tourisme la formation n'était pas la considération première de son offre de stage.»

Le ministère du Tourisme n'a pas agi différemment de la majorité des employeurs: prêt à accueillir des stagiaires de l'aide sociale à la condition qu'ils-elles fassent n'importe quelle *job* sans rechigner. Mais confronté au réel besoin de formation d'un stagiaire, l'employeur démissionne.



Le juge a condamné le ministère de la Sécurité du revenu à verser 362\$ au demandeur, somme qui représente la différence entre sa prestation d'aide sociale et le salaire minimum (181\$) ainsi qu'un montant équivalent pour compenser les dommages moraux.

Pour les avocates de M. Lambert, ce jugement est une importante victoire «pour tous ceux et celles qui croient au principe de l'égalité de tous devant la loi». Pour la première fois, la pratique discriminatoire de l'État employeur est mise en cause. Leur réjouissance risque cependant d'être de courte durée. Le Procureur général du Québec a déposé une requête pour permission d'en appeler. Cette décision est relativement surprenante puisque la ministre Louise Harel avait réagi plutôt favorablement au jugement, soulignant au passage que son projet de réforme servirait justement à régulariser ces situations ambiguës.

APARTHEID SOCIAL

Le Front commun des personnes assistées sociales du Québec étudie la possibilité d'entreprendre un recours collectif au nom de toutes les personnes assistées sociales qui ont vécu ou qui vivent la même situation. C'est évidemment cela qui inquiète le Procureur du Gouvernement, bien plus que les 362\$ en cause.

Pendant ce temps, Franck Lambert complète son DEC en techniques administratives tout en travaillant à l'occasion dans des stations-services. Il ne verra probable-




ment pas ses 362\$ de sitôt. Mais il aura au moins le mérite d'avoir forcé un tribunal à reconnaître l'apartheid social dont sont victimes les personnes assistées sociales sur le marché du travail. 



PHOTO: GUNTHER GAMPER

L'Action NATIONALE

425, boul. de Maisonneuve Ouest,
bureau 1002
Montréal H3A 3G5

Téléphone: 514-845-8533
Télécopie: 514-845-8529

Revue mensuelle, 38,00\$ par an

C'est le 80^e anniversaire

- Sociale, économique et indépendantiste
- Indépendante des partis politiques
- Des faits, des idées et des solutions
- 2 000 pages par année
- Plus de 200 collaborateurs



Alliance des professeures
et professeurs de Montréal (CEQ)

*C'est l'instruction
qui change le monde!*



FTQ

*Fédération
des travailleurs
et travailleuses
du Québec*

**LA PLUS GRANDE
CENTRALE SYNDICALE
QUÉBÉCOISE**

545, boulevard Crémazie Est
17^e étage
Montréal (Québec)
H2M 2V1

Téléphone: (514) 383-8000
Télécopieur: (514) 383-8001

HULL
(819) 777-5441

JONQUIÈRE
(418) 699-0199

MONTRÉAL
(514) 383-8000

QUÉBEC
(418) 623-8713

RIMOUSKI
(418) 722-8232

ROUYN
(819) 762-1354

SAINT-JÉRÔME
(514) 431-6659

SEPT-ÎLES
(418) 962-3551


SHERBROOKE
(819) 562-3922

TROIS-RIVIÈRES
(819) 378-4049

L'HISTOIRE JUGE



PHOTO ET TEXTE:
JULIE PERREULT

L'Afrique du Sud est sortie de 46 ans d'apartheid. Embargos et désinvestissements d'entreprises se sont souvent faits sous la pression d'actionnaires et de groupes anti-apartheid. Ici, finale d'une occupation pacifiste anti-apartheid à Montréal en 1985. 

À notre santé !



*La ministre d'État de l'Emploi
et de la Solidarité,
ministre responsable de la
Condition féminine et
ministre de la Sécurité du revenu*

En cette Journée internationale des femmes, j'aimerais souligner d'une façon toute particulière, l'inestimable travail des groupes de femmes qui, jour après jour, contribuent à faire du Québec une meilleure société, une société plus égalitaire.

Leur travail s'est avéré essentiel au cours des dernières décennies et le demeure plus que jamais aujourd'hui. Je tiens à rappeler que c'est sous l'impulsion du mouvement des femmes que le gouvernement a posé des gestes pour concrétiser, dans nos lois et nos politiques, ce projet d'égalité.

La Loi sur l'équité salariale, le modèle québécois de fixation des pensions alimentaires pour enfants (qui entrera bientôt en vigueur) et la mise en œuvre de la Politique d'intervention en matière de violence conjugale sont autant de retombées concrètes des alliances tissées au fil des ans.

Louise Harel

Louise Harel



Gouvernement du Québec
**Ministère de la
Sécurité du revenu**

Québec 

POUR QUE LE MONDE TOURNE PLUS JUSTE



DÉVELOPPEMENT ET PAIX

(514) 257-8711

5633, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H1N 1A3



Gouvernement du Québec
Ministère des Relations avec les citoyens
et de l'immigration



JOURNÉE INTERNATIONALE POUR L'ÉLIMINATION DE LA DISCRIMINATION RACIALE



Le 21 mars 1960, en Afrique du Sud, une dizaine de personnes qui manifestaient pacifiquement contre l'apartheid ont été massacrées. Pour commémorer ce tragique événement, les Nations Unies ont décrété le 21 mars «Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale».

Il y a longtemps que le gouvernement du Québec est engagé dans la lutte pour l'élimination du racisme. Cet engagement, il l'a officialisé dans la *Charte des droits et libertés de la personne*, promulguée en 1976, puis dans la *Déclaration sur les relations interethniques et interraciales* de 1986.

À cette occasion, le gouvernement du Québec réitère sa détermination de poursuivre l'édification d'une société juste, où tous les citoyens et citoyennes peuvent s'épanouir dans le respect de leurs droits et de leur dignité.

Combattre le racisme doit être une préoccupation quotidienne pour chacun d'entre nous. Profitons de cette journée pour continuer de semer dans notre entourage une attitude de respect envers tous nos concitoyens.

André Boisclair

André Boisclair
Ministère des Relations avec les citoyens et de l'immigration

Québec



PHOTOS: FRANÇOIS BOUCHER

Travail, société et famille

LE NOUVEAU MONDE *JUST-IN-TIME*

ENTREVUE AVEC **LOUISE VANDELAC**

JULIE PERREAULT

LOUISE VANDELAC ET SON ÉQUIPE CHERCHENT À COMPRENDRE LES IMPACTS INDIVIDUELS ET COLLECTIFS DE LA NOUVELLE LOGIQUE DU TRAVAIL. SAISIR CE QUI SE PASSE À L'INTERFACE ENTRE LA FAMILLE ET LA SOCIÉTÉ. POUR ELLE, LE CASSE-TÊTE DE LA PLANIFICATION DU TEMPS EST UN PROBLÈME STRUCTUREL ET NON PRIVÉ.

La sociologue Louise Vandelac s'inquiète: «on exige plus de disponibilité des individus. Leur conjoint et leurs enfants doivent aussi être disponibles. De façon paradoxale, alors qu'on a réussi à faire sortir les enfants des usines au siècle dernier, l'"usine", ou le monde du travail, entre de façon tout à fait perverse dans l'organisation même de la vie.» Comme si on inversait la tendance des 100 dernières années visant la réduction du temps de travail!

L'emploi partiel, sur appel, irrégulier, est chaque jour plus lié à la courbe d'entrée et de sortie des marchandises ou à la demande de services. La logique du just-in-time ou juste-à-temps subvertit la gestion des res-

sources humaines. «Cette stratégie de certaines entreprises consiste à gérer leur personnel comme on gère la marchandise: en fonction de la réduction des temps morts», explique Mme Vandelac. «On définit par analyse informatique les besoins de la clientèle et on détermine les horaires en fonction de ces besoins. On fait en sorte que les travailleurs soient là au moment de la demande maximale et quittent aussitôt que c'est terminé. Cela implique un rythme de travail effréné.»

JUSTE-À-TEMPS

Dans certains *Club Price*, les gérants retirent les étudiants-es des caisses lorsque l'achalandage baisse. On leur a expressément amé-





nagé des salles d'étude. Une fois dans cette salle, le ou la commis redevient étudiant-e: en disponibilité, son temps n'est plus payé. En bout de ligne, ces «étudiants-es» demeurent sur leur lieu de travail beaucoup plus longtemps que le temps de travail réellement payé. «Et l'entreprise se montre très correcte puisqu'elle permet aux étudiants d'étudier... c'est bien, non?», ironise Mme Vandelac.

Dans le milieu de la téléphonie, comme dans d'autres secteurs de pointe, la gestion «juste-à-temps» a des impacts dramatiques. 850 appels par jour pour les téléphonistes. L'horaire, variable, n'est connu que le jeudi précédent.

Un jour, elles commencent à 8h, le lendemain à 15h et le jour suivant, à 20h. Karen Messing et Johanne Prévost, de l'équipe de Louise Vandelac, ont voulu évaluer l'organisation du temps de 30 téléphonistes, sur une période de 10 jours ouvrables. Résultat: les téléphonistes ont fait 212 tentatives de réorganisation de garde d'enfants, qui ont échoué dans 25% des cas. Elles ont consulté 358 fois la feuille de temps, essayé de changer d'horaire avec leurs collègues 156 fois. «Elles font tout pour que ça marche», note la chercheuse. Heureusement, leur réseau de garde compte 121 personnes... «Mais le niveau de tension est constant.»

Dans ces conditions, pas question de s'inscrire à un cours, de prévoir un tête-à-tête ou de préparer un *lunch* entre collègues. Comment survivent-elles? Comment résistent-elles? Selon Louise Vandelac, «tout s'appuie sur les réseaux de solidarité dont elles disposent: une mère, une soeur, une voisine, des amies compréhensives ou un conjoint avec des horaires moins fous que les siens.» Un cercle vicieux sans avenir durable.

USINER LE QUOTIDIEN

À dix ans, Éric annonce à sa mère qu'il s'en va vivre chez son oncle, sa tante et ses cousins. Pourquoi?

Tout simplement parce qu'ils ont des horaires normaux. Lui, il ne sait jamais quand sa mère va être à la maison. «Il a décidé d'aller vivre ailleurs parce qu'il considère qu'il n'y a pas de vie de famille possible», constate Louise Vandelac, sociologue de l'UQAM. La mère d'Éric, comme des milliers au Québec, fait partie des travailleurs-ses atypiques qui tentent de concilier horaires variables avec vie familiale et sociale: de concilier l'inconciliable.

Ce nouvel «inconciliable» découle de la tertiarisation de l'économie, impliquant l'accroissement des emplois de service et la précarisation de l'emploi. «Aujourd'hui, on a besoin de 80 heures de travail par semaine pour faire vivre une famille. Le double de ce que ça prenait dans les années 70, pour atteindre un niveau de vie équivalent», soutient la sociologue. «On assiste à une augmentation du nombre d'heures de travail hebdomadaire, mais plus inquiétant encore, à un étalement des horaires.»

DISPONIBLE EN DÉTRESSE

Être disponible tout le temps, sans jamais savoir à quelle heure du jour ou de la nuit on travaillera, finit par laisser des traces. Les résultats partiels de l'enquête conjointe FTQ, Université de Sherbrooke et UQAM sont préoccupants. On remarque des corrélations inquiétantes: en moyenne, les travailleuses ont deux fois moins d'enfants. Elles sont aussi deux fois plus nombreuses à être séparées.

La surprise est de taille. L'étude de Louise Vandelac s'est intéressée à des syndiqués-es aux conditions de vie supérieures à la moyenne. Ici, pas question de précaires, où on risquerait de trouver pire. L'étude a privilégié des secteurs d'emplois *leaders* de l'économie: santé, télécommunication et énergie. La moitié des travailleurs-ses interrogés ont indiqué que le stress, le surmenage, la fatigue extrême et l'irritabilité avaient eu des conséquences sur leur vie au cours des six derniers mois¹. «Dans les milieux de travail où les gens avaient des horaires très fluctuants, im-

1 Marie-Claude GIRARD, «Un Québec malade de ses enfants?», *La Presse*, 30 mars 1996.






prévisibles d'une semaine à l'autre: 70% avaient un seuil élevé de détresse psychologique.» Indice utilisé par Santé Québec, il se veut un révélateur des risques de problèmes de santé mentale pour une population. «Autrement dit, c'est l'antichambre de dépressions, de *burn out* ou d'épuisement professionnel.»

REMETTRE LE TRAVAIL À SA PLACE

Louise Vandelac croit fermement qu'on peut organiser le travail salarié différemment, avec plus de souplesse. «Quand on a un jeune bébé, un enfant malade, un jeune adolescent en crise, on peut avoir besoin de plus de temps. Et tout ce qui empêche de pouvoir bénéficier de ce temps-là, socialement on le paie autrement.»

Les façons d'aménager le temps de travail sont nombreuses. On pourrait faciliter les changements de régime d'emploi (du temps plein au temps partiel),

l'accès à un régime de traitement différé, l'introduction de congés parentaux, etc. Le télétravail peut être une option pour des travailleurs-ses. Mais il n'est pas la panacée et comporte son lot d'inconvénients. «Le télétravail implique une coupure du milieu de travail et, souvent, une chute de la motivation», rappelle la sociologue.

Certains-es croiront que cette approche encourage la logique entrepreneuriale louant la flexibilité du personnel. La frontière est effectivement tenue. Faut-il pour cela rejeter de nouvelles formes d'organisation du travail? Rien n'est moins sûr. Les modifications doivent toutefois résulter de choix faits par et pour l'employé-e, en vue de faciliter l'organisation de sa vie. Il s'agit de remettre le travail salarié à sa place, en complément des autres temps de la vie. Mais Louise Vandelac nous prévient: «La flexibilité imposée, c'est l'horreur». 



Portrait de Louise Vandelac «ON NE DOMESTIQUE PAS LA PASSION»

JULIE PERREAU

«J'avais joué le parfait rôle de la femme de gauche émancipée (le comble du colonialisme machiste) et j'en avais intériorisé les comportements et le fonctionnement intellectuel. Certes, le double et le triple travail, l'éternelle disponibilité, la négation de sa sexualité, de sa culture et de ses rythmes propres, bref, ce mimétisme absurde projeté comme exemple culpabilisant aux autres femmes, m'obligèrent à constater la duperie de cette pseudo-égalité... Mon corps furieux réagit à

coups d'infections et me ramena à la raison... Ah, ces petites maladies de femmes parfois... c'est souvent notre première façon de parler...»¹

On est à la fin des années 70. Louise Vandelac est en Italie. C'est sa première révolte féministe. Elle qui croyait pouvoir échapper, par une vie personnelle hors-norme, aux déterminations de sexe; pouvoir échapper aux enfermements créés par le système.

1 Extrait d'un livre collectif, *L'Italie au féminisme*, coordonné par Louise Vandelac.

«C'est très difficile d'accepter dans la tête qu'on est partie prenante d'un système de domination. Qu'on est emmurée.» À partir de cette prise de conscience, la solution ne peut plus être uniquement individuelle: les murs se brisent collectivement.

«Je suis féministe comme je suis anti-raciste et démocrate... c'est une seule et même chose», déclare Louise Vandelac. Le féminisme sonne comme une évidence. «Je conçois mal qu'on puisse être d'accord avec l'oppression et la domination de quelqu'un à cause de son sexe. C'est de l'ordre de la



bêtise pure.» L'analyse stricte de la situation des femmes l'intéresse moins que «l'analyse des rapports hommes-femmes comme structurants des autres rapports sociaux.» Une approche suivie par l'Institut d'études et de recherches féministes de l'UQAM, initiée par Louise Vandelac et ses collègues en 1989.

DES MAINS À LA TÊTE

«Quotidiennement, ce sont des gens qui font toutes sortes de boulots dans des usines, à la voirie, etc. qui contribuent à payer mon salaire... C'est le minimum de pouvoir faire en sorte que le temps qui nous est donné pour réfléchir et penser puisse bénéficier socialement au plus grand nombre possible.» L'engagement rime avec responsabilité. Une question de cohérence où théorie et pratique sont indissociables. À 46 ans, l'universitaire et femme d'action qu'est Louise Vandelac veut poursuivre son cheminement d'intellectuelle engagée. «J'ai une conception de la société québécoise qui ne se limite pas au "Québec inc.", même si c'est plus payant pour un certain nombre d'intellectuels par les temps qui courent...»

Cet engagement remonte à 1968. Elle est une des trois femmes à la coordination de l'UGEQ (Union générale des étudiants du Québec), aux côtés, entre autres, de Louise Harel. Elle passe ensuite au journalisme engagé, à l'Agence Presse Libre. Louise Vandelac prend la vie à bras-le-corps. Fin 70, son voyage en Europe s'étire: devant y séjourner deux mois, elle n'en reviendra que cinq ans plus tard. La vie l'amène toujours sur



des sentiers imprévisibles. «C'est le propre de la vie. C'est fascinant», me dira-t-elle en entrevue.

Femme contemporaine, elle s'engage dans son temps. Début 70, les questions de géopolitique et de relations internationales retiennent son attention. Puis, sa pensée se porte sur la critique de l'économie. À Paris, elle réalise une maîtrise en économie politique sur *L'impossible économie des femmes*. Elle s'indigne d'un discours économique muet face à l'importance et l'ampleur de la production domestique. Une production réalisée par des millions de femmes recluses dans leurs maisons. «Pour établir le salariat tel qu'il l'a été, il a fallu exclure tous les moments dits non productifs de la vie, c'est-à-dire les moments de reproduction, de repos, de repas, de soins aux enfants, etc. Ce qu'on appelle les temps morts du point de vue de l'usine, et qui sont en fait les temps de la vie, a ainsi été déplacé dans un autre

espace sur la base d'un clivage entre les sexes.»²

RÉFLÉCHIR L'IRRÉFLÉCHI

Au fil des imprévus de la vie, sa trajectoire s'est creusée dans des domaines à dominante masculine: économie, politique, journalisme, sciences et technologies. Toujours, l'oeil vif de Louise Vandelac y a décelé la présence invisibilisée des femmes, leur subordination et, aussi, leurs paroles. Pouvoir se poser comme sujet du savoir, comme penseuse et chercheuse, voilà la fibre du féminisme pour Louise Vandelac. «Comme femme intellectuelle, on n'a pas d'autres choix: ou bien on est colonisée et on accepte d'entrer dans les arcanes d'un savoir défini sans nous, souvent à l'encontre de nous; ou bien, on est sujet du savoir et on contribue à le définir. Ça implique d'être non seulement critique par rapport au savoir préétabli mais d'être aussi préoccupée par des questions d'épistémologie, c'est-à-dire par le sens des choses: comprendre d'où ça vient et où ça s'en va.»

Toute petite, Louise Vandelac était déjà curieuse, avide de savoir ce qui se tramait ailleurs. «À la maison, c'était possible de tout questionner. Il n'y avait aucun interdit au niveau de la connaissance.» Cette habitude à s'interroger sur tout va l'encourager à entreprendre un vaste travail de démystification. Car, explique-t-elle, «il y a un intérêt très clair à mystifier les gens et à faire en sorte que les débats ne puissent pas être élargis et démocratiques.» Devant

2 Jean PICHETTE, «Louise Vandelac: L'empêcheuse de penser en rond», *Le Devoir*, 14 août 1995.



l'anti-intellectualisme ou l'apparente complexité des enjeux, elle ne baisse pas les bras. «Il y a des questions qui sont relativement complexes. On ne va pas rendre les dossiers simplistes pour faire plaisir aux gens. Mais tout ce qui est complexe peut être compréhensible par la moyenne des individus. Il s'agit de s'approprier le langage et de faire un certain effort intellectuel: de prendre le temps.»

LES MUTATIONS DU VIVANT

Un défi qu'elle relève avec brio au tournant des années 80. Elle introduit alors la problématique des nouvelles technologies de reproduction humaine, à l'agenda des groupes de femmes du Québec. Avec d'autres, elle développe une critique des sciences et des technologies, du pouvoir médical et soulève les enjeux qu'impliquent les mutations du vivant. Elle se rebiffe «contre l'emprise de l'économie sur l'ensemble des activités, y compris les plus intimes comme celles de l'engendrement». Et dénonce le laxisme du gouvernement: «le Canada n'a toujours pour seule politique, après dix ans de débats et une Commission royale de trente millions de dollars, qu'un moratoire "volontaire"».³ Faisant du Canada, encore en 1996, un des rares pays à laisser le champ libre aux scientifiques et promoteurs de recherches génétiques.

La sociologue s'est mise à douter devant l'engouement pour les bébés éprouvettes et les mères porteuses. Car avec les nouvelles technologies de reproduction humaine, dérivées des techniques de sélection animale, on modifie la façon de venir au monde. La reproduction ne passe plus nécessairement par une relation sexuée: elle est «produite» en laboratoire. Le corps éclate en «matériel génétique» qu'on manipule et commercialise. Le tout dans l'anonymat des géniteurs-rices. Le marché du vivant est rentable: seulement aux États-Unis, 300 cliniques de fertilité fonctionnent comme un libre-marché de plus de 350 millions \$ par année. La médecine ne sert plus à soigner, elle «devient "fabrique d'humains potentiels",

voire, depuis leur production en série, productrice de "vivant", dont certains sont appelés à naître et d'autres à n'être que matériel de recherche.»³

On la verra bientôt aux côtés des environmentalistes. Non qu'elle soit une activiste de toutes les causes, mais ses récentes recherches sur les causes de l'infertilité l'y entraînent. Depuis plus de 10 ans, Louise Vandelac décrit le peu de recherches financées sur les causes de l'infertilité et de la stérilité. Deux problèmes auxquels les nouvelles technologies de reproduction humaine (NTRH) offrent une alternative sans pour autant remédier, prévenir ou guérir l'insuffisance. Actuellement, elle suit la piste d'imposteurs endocriniens (oestrogènes synthétisés), substances produites par l'action conjuguée de divers polluants environnementaux. Ces imposteurs se font passer pour des hormones sexuelles, sans en être vraiment. Résultat: une baisse significative, de 40% du nombre de spermatozoïdes depuis 1940³. À terme, la fertilité masculine pourrait être compromise.

ÇA GRENOUILLE DANS L'EAU

Active aussi dans la cité, Louise Vandelac s'oppose farouchement à la privatisation de l'eau. À

3 Louise VANDELAC, «Technologies de la reproduction; l'irresponsabilité des pouvoirs publics et la nôtre...», *Sociologie et sociétés*, automne 1996.




Montréal, une famille sur quatre vit sous le seuil de pauvreté et «toute ponction économique supplémentaire provoquera des tensions familiales», soutient-elle. «Ces familles vont être obligées de surveiller tous les faits et gestes de leurs enfants. Les empêcher de jouer dans l'eau ou de se salir...» On n'est pas loin du cadenas sur le robinet comme bien des mères appauvries en ont installé sur leur frigo. 



PHOTO: DANIEL S.-LEGAULT



La nouvelle radio audionumérique EST-CE QUE JE SUIS TOUJOURS DANS LES AIRS!?

«L» comme dans autoroute

LA RADIO NUMÉRIQUE ARRIVE CET AUTOMNE. PLUS MOYEN D'Y ÉCHAPPER, MÊME EN SE RÉFUGIANT DANS SA VOITURE. CAR C'EST D'ABORD DANS L'AUTOMOBILE QU'ELLE S'INSTALLERA.

MARIO GRENIER

LE CALENDRIER

Vous roulez vers le boulot. À la radio, une chanson de Richard Desjardins. À côté de votre récepteur, un petit écran à cristaux liquides semblable à celui des ordinateurs portatifs où apparaissent le titre de la chanson, son interprète, une courte biographie et sa discographie. L'écran vous dit qu'il sera justement en spectacle en fin de semaine et que les billets sont en vente. Ce petit écran vous apprend également que son plus récent disque, *Frette éta la nuitte à Rouyn*, sort aujourd'hui. On vous invite à enfoncer un bouton; un coupon vous donnant droit à un rabais de 5\$ sur ce disque sort d'une mini-imprimante.

LA MÉTAMORPHOSE DU AM

L'arrivée de la radio audionumérique, c'est la planche de salut des AM qui pourront rivaliser à armes égales avec les FM. Selon l'Association canadienne des radiodiffuseurs, 52% des stations de radio privées perdent de l'argent, surtout dans leurs stations AM, dans un marché en diminution continue. Pour croiser le fer avec les télévisions et les médias écrits, la qualité du son et sa réception ne constitueront plus un handicap. Car la radio numérique pourra fournir de nouveaux services auxiliaires et diffuser des données. Elle pourra transmettre du texte et des images.

Le récepteur numérique qui vous servira à synthoniser les stations renfermera un mini-ordinateur qui élimine les signaux étrangers (brouillage, radio-station) pour rendre un signal uniforme. La radio numérique, c'est surtout une grande qualité de son. Une différence au moins aussi grande qu'entre un disque de vinyle et un disque audio-numérique (CD). Un autre des avantages qu'aura cette radio: plus de perte de signal. L'émetteur Euréka-147/DAB (Digital Audio Broadcasting), la pierre angulaire de la radio numérique terrestre, assure une couverture optimale dans un rayon de 40 kilomètres. En traversant le fleuve dans le tunnel Louis-H-Lafontaine, la réception sera aussi bonne qu'au pied de l'émetteur. Vous vous trouvez dans un édifice de béton, les ondes le traversent. La radio ne «griche» plus et le son est aussi bon où que l'on se trouve.

Les récepteurs audionumériques sont «intelligents» et retiennent les commandes que vous lui passez. Vous voulez rouler de Gaspé à Hull en écoutant Radio-Canada? L'appareil récepteur balaiera les ondes et fera la transition au moment voulu. Vous préférez la musique *country*? Le récepteur analysera toutes les fréquences disponibles pour trouver votre musique favorite, encodée.

Les nouveaux récepteurs qu'on proposera auront trois bandes. À côté de la bande AM et de la bande FM, il y en aura une troisième: la bande L. D'ici l'an 2010, toutes les stations doivent s'y retrouver. Le AM et le FM sont donc en voie d'extinction.

Lucie Gagnon, de l'Association des radios communautaires du Québec (ARCQ), demeure toutefois sceptique: «Si les gens n'embarquent pas dans la radio numérique, ça va rester lettre morte. 2010 est une date fixée arbitrairement, mais il ne faut pas oublier que la technologie audionumérique est une technologie de remplacement et qu'on devra suivre le rythme d'implantation. On a un gros travail à faire si on veut implanter la radio numérique.»

Au ministère fédéral qui a mis en place le scénario d'allotissement des fréquences pour la bande L, on est aussi prudent sur l'éventuel transfert de toutes les stations. Industrie Canada estime que toutes les conditions devront être réunies: récepteurs à coût abordable pour les consommateurs-riche, déploiement rapide des émetteurs par les radiodiffuseurs et programmation différente que celle actuellement offerte.

Au cours de la période de transition, prévue entre 1997 et 2010, les stations diffuseront simultanément en mode analogique (AM ou FM) et numérique (L). Cet automne, la programmation diffusée en numérique sera virtuellement la même que sur les AM et les FM. Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) autorise toutefois les diffuseurs à émettre jusqu'à 14 heures de programmation originale en mode numérique par semaine.

RADIO-NÉONS

Le potentiel «inforoutier» de la radio sur la bande L se trouve aussi dans la bataille que se livrent les médias pour attirer la publicité en offrant un produit attrayant à son auditoire. «Y'a un endroit où on est faible en radio: la publicité, rajoute Bertrand Roux, directeur général de CIBL-FM 101,5, une radio communautaire de Montréal. Par exemple, quand tu donnes l'adresse et le numéro de téléphone d'un restaurant en ondes, c'est pas facile à retenir. Si tu peux l'avoir dans une mémoire, là la radio risque de taper fort. La radio numérique va compenser pour le gros point faible des radios actuelles.»

C'est dans ce nouvel espace radiophonique que prendra forme la nouvelle publicité. À cause de contraintes juridiques, certaines entreprises ou certains services ne pouvaient s'annoncer à la radio. C'est notamment le cas des concessionnaires automobiles qui ne pouvaient annoncer qu'ils offraient de vous louer un véhicule pour 359,99\$ par mois. Il aurait aussi fallu qu'ils ajoutent dans le message tout le texte que vous voyez en petits caractères dans le bas de votre écran de télé ou de la publicité dans les journaux.

ÇA COÛTE COMBIEN?

«Le message que les radiodiffuseurs ont passé aux fabricants de récepteurs est très clair, dit Michel Arpin de Radiomutuel. Le produit, si on veut qu'il ait du succès, doit avoir un prix qui soit accessible. Dans l'autoradio, les prix tournant autour de 800\$ à 1 000\$ ne sont pas considérés comme élevés, ce sont les prix que les fabricants visent.»

DE TECHNIQUE ET D'HISTOIRE

La recherche a commencé au début des années 90 au Canada. Deux ans plus tard, le Canada proposait d'exploiter la bande L; la plupart des autres pays ont emboîté le pas. L'exception de taille: les États-Unis, où, à cause de la grande déréglementation, les stations AM et FM avaient trop peur de la concurrence des nouveaux arrivants sur la nouvelle bande. Au Canada, jusqu'à nouvel ordre, toutes les stations «L» seront d'anciennes stations «AM ou FM». Les ingénieurs-es ont aussi choisi cette bande parce qu'elle permet de transmettre les signaux à la terre par satellites afin que les régions dites éloignées soient aussi bien desservies que les grands centres.

Si la plupart des pays ont porté leur choix sur le Euréka-147/DAB, c'est que sa technologie est compatible avec les émetteurs terrestres et les satellites. L'utilisation de satellites sera aussi une nouveauté pour la radiodiffusion. La bande L (1452 à 1492 Mhz) peut le faire. À mesure que le prix des communications par satellite baissera, son recours augmentera. Les grands radiodiffuseurs préféreront «arroser» tout un territoire à partir d'un satellite plutôt que de déboursier pour des émetteurs ou des ré-émetteurs supplémentaires.



L'émetteur Euréka-147/DAB



PHOTO: FRANCOIS BOUCHER

UNE RADIO À DEUX VITESSES?

Les perdantes éventuelles? Les radios qui se trouvent dans des régions où il y a peu de stations, ainsi que les radios communautaires ou étudiantes. Celles-ci ne prendront le virage audionumérique que plus tard, voire beaucoup plus tard: «Il va falloir minimalement attendre, dit Lucie Gagnon, que les récepteurs aient atteint un niveau de pénétration suffisamment important dans le grand public pour avoir un avantage réel à utiliser la technologie.»


Pour les diffuseurs, le nouveau coût, c'est l'émetteur Euréka-147/DAB, développé en Europe. 400 000\$. Somme importante à première vue, il coûte quand même moins cher à entretenir et consomme 20 fois moins d'énergie qu'un émetteur traditionnel. Comme cinq stations peuvent avoir leur place sur un même émetteur, la facture sera réduite d'autant. De plus, chaque émetteur disposera de suffisamment de bande passante, de restants, pour servir de support à de nouvelles formes de publicité ou, par exemple, pour diffuser des émissions qui ne nécessitent pas une qualité so-

nore optimale: pour donner l'état des routes, la météo, ou de l'information continue.

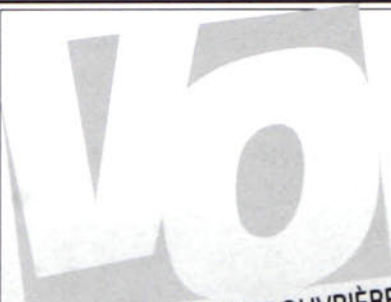
À Montréal, les grands réseaux comme Radio-Canada ou Radiomédia (né de la mise en commun des réseaux AM de Radiomutuel et Télémedia en 1994) n'auront aucun problème à regrouper leur AM et leur FM pour s'offrir un émetteur. D'autres concluront des alliances. Quant à des centres régionaux comme Sherbrooke ou Chicoutimi-Jonquière, on assistera vraisemblablement à des mariages forcés pour le partage d'émetteurs.

Les radiodiffuseurs privés n'ont pas l'intention de faire de cadeaux aux plus petits. Ce rôle revient à l'État, selon Michel Arpin: «Pour les (radios) communautaires et les étudiants, différents scénarios ont été envisagés, dont une recommandation du groupe de travail sur l'introduction de la radio numérique au ministère du Patrimoine pour les assister financièrement à faire la transition.» En période de compressions budgétaires, les crédits viendront-ils?

Le directeur général de CIBL est un enthousiaste de la radio numérique. Domage qu'il n'ait pas les moyens de ses ambitions: «Même si les radios communautaires se joignaient à la technologie numérique, j'ai peur qu'on soit tellement pauvre qu'on soit obligé de se mettre à cinq pour partager une des cinq fréquences d'un émetteur. À ce moment-là, on ne pourra offrir de services secondaires. Ce sera une radio de pauvres. On va continuer à marginaliser les radios différentes, alternatives.»

Le groupe de travail qui s'est penché sur l'introduction de la radio audionumérique, dont faisait partie Lucie Gagnon et Michel Arpin, suggérait au CRTC «l'accès équitable aux installations de transmission à des tarifs équitables et justes¹». «Quand le groupe de travail parle d'accessibilité», précise Lucie Gagnon de l'ARCQ, «il veut dire trouver des fréquences pour tout le monde. Il n'y aura pas de subvention, du moins il n'y en a toujours pas de prévues.» Si une fréquence est disponible, le propriétaire de l'émetteur l'offrira à quel prix? On parle d'une accessibilité, mais d'un accès théorique et non pas pratique. Attention. 

1 Groupe de travail sur la mise en oeuvre de la radiodiffusion numérique, Groupe d'étude II, *Questions non liées à la réglementation et aux politiques*, Ottawa, Canada, mars 1994.

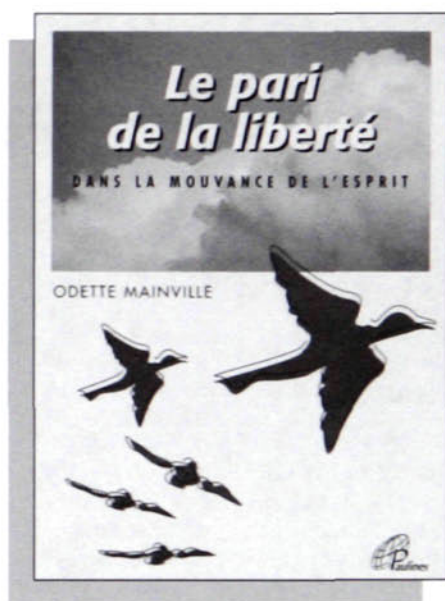


Ne manquez pas dans le prochain numéro... mai-juin 1997

LE MAGAZINE DE VIE OUVRIÈRE

DOSSIER **BANQUES:**
Comptoir des riches, comptoir des pauvres

ENTREVUE
 avec **Jacques Proulx:**
DU CHEVAL AU SATELLITE



Odette MAINVILLE, *Le pari de la liberté. Dans la mouvance de l'Esprit*, Coll. Déclat, éd. Paulines et CPMO, 1996, 60 p.

Vivre en liberté «entraîne directement à la contestation et à la dénonciation de toute exigence ou loi qui entrave la justice et qui étouffe la vie au lieu de la faire jaillir» (p. 20). Voilà l'essentiel de la réflexion de ce livre. Mais quel programme! D'écriture simple, le livret propose la liberté comme un cheminement difficile et insécurisant. Pour seul guide, ni lois, ni coutumes, mais le souffle de Vie, l'Esprit.

Les premiers chapitres sont inspirants.

On retourne au sens premier de l'«Esprit» comme souffle, mouvement du vent et capacité d'agir de Dieu. On s'éloigne de l'Esprit comme personne. Le texte renvoie à une relecture des lettres aux Corinthiens et aux Galates. Mais les deux derniers chapitres glissent dans un ton moralisateur dérangeant. Le Bien et le Mal s'y font face, sans nuances et sans réflexion approfondie. À lire pour une première réflexion ou un bref ressourcement.

[Julie PERREAULT] 



Fédération des professionnelles et professionnels de l'éducation du Québec (CEQ)

**Au service des jeunes et des adultes
dans les commissions scolaires.**

9405, rue Sherbrooke Est - Montréal H1L 6P3
Tél.: (514) 356-0505 Téléc.: (514) 356-1324

G E S T I O N
COOP

SERVICES DE GESTION
POUR COOP ET OSBL

1415, RUE JARRY EST. BUREAU 420
MONTREAL (QUEBEC)
H2E 1A7

TÉLÉPHONE : (514) 376-4090
TÉLÉCOPIEUR : (514) 376-4099

Tout ce qui est en bas est
comme tout ce qui est en haut.



«*Tout ce qui est en bas est
comme tout ce qui est en haut*»
Encre de chine sur papier 1985, 27,5 x 37,5 cm
Cette oeuvre de Marc Lincourt est identifiée
au programme des dons planifiés de
La Fondation Centraide

Gosselin+Associés

COMPTABLES AGRÉÉS

1415, RUE JARRY EST. BUREAU 420
MONTREAL (QUEBEC)
H2E 1A7

TÉLÉPHONE : (514) 376-4090
TÉLÉCOPIEUR : (514) 376-4099

Les mines péruviennes

MINES DE RIEN



PHOTO: SEBASTIA SALGADO

LOIN DU TUPAC AMARU ET DE L'AMBASSADE JAPONAISE, À 4 800 MÈTRES D'ALTITUDE, ON TROUVE DES MINES DANS LES ANDES. REPORTAGE DANS LE TIERS MONDE DU TIERS MONDE.

ANDRÉ LACHANCE

Est-ce la tisane de coca prise plus tôt dans un café de *La Oroya* ou simplement le *soroche*, le mal des hauteurs? Depuis quelques minutes, j'ai l'impression de faire un mauvais rêve et de manquer désespérément d'air; mes jambes se dérobent, j'ai les oreilles bourdonnantes et je ne

parviens qu'avec peine à me déplacer dans les venelles pentues et boueuses du campement.

Pas facile, en effet, de faire son travail de journaliste dans un campement minier perché à quelque 4 800 mètres d'altitude, au sommet désolé et frigidité des Andes péruviennes. «C'est dur pour toi et ça l'est aussi pour nous», me dit, affable, un mineur aux pommettes rou-

ges comme des macintosh, crachant sa chique de feuilles de coca sur le sol glacé. Surtout quand on doit travailler au pic et à la pelle dans le fond d'une galerie qui menace à tout moment de s'écrouler.»

Je le crois sur parole. Car ici, à Morococha, tout parle, crie, hurle de misère. Les hommes, les femmes et les enfants d'abord, qui s'entassent à huit dans des *viviendas* minuscules et sans chauffage, mal nourris, mal soignés. Puis les choses qui, à leur manière, gémissent, elles aussi; usines délabrées et vétustes, terrils envahissants, taudis infects aux murs lépreux, sur lesquels les graffitis du Sentier lumineux achèvent de s'effacer, reliquats dérisoires d'une guerre sale et suicidaire. Jusqu'à la nature qui rage, elle aussi en silence, devant ses ruisseaux souillés au mercure, à l'arsenic et au cyanure, ses montagnes éventrées, ses pentes blanchies par des tonnes et des tonnes de poussières délétères.



PHOTO: ANDRÉ LACHANCE

AU FOND D'UNE VALLÉE

C'est dans ce décor lunaire que vivent, ou plutôt survivent, les 570 résidents-es de Morococha. Au fond de cette vallée des hautes Andes, au mi-

lieu de ces montagnes aux flancs rouillés, où s'accrochent des lambeaux d'herbe dorée par un soleil froid. Pas un seul arbre à des dizaines de kilomètres à la ronde, pas une seule maison de ferme. Rien. Que le



Chronique d'une privatisation

A. LACHANCE

C'est dans ce pays décrit comme «l'élève modèle» du FMI et de la Banque mondiale – que d'aucuns qualifient plutôt de «mendiant assis sur un tas d'or» –, que nos valeureux entrepreneurs canadiens et québécois ont investi plus d'un milliard et demi de dollars. S'ils font se pâmer d'aise les spéculateurs-riche, de même que le ministre des Mines et de l'Énergie, Daniel Hokama, qui escompte des dépenses d'exploitation minière de 10 milliards de dollars ÉU d'ici dix ans, les Cambior, Dynacor, Sulliden et Barrick Gold (Arequipa Mining) de ce monde sont toutefois vus d'un œil critique par de nombreux Péruviens-nes.

«Les étrangers achètent nos entreprises à prix très bas, affirme l'économiste «progressiste» Humberto Ortiz Roca, de la Commission épiscopale d'action sociale à Lima. On sous-évalue systématiquement les entreprises minières appartenant à l'État avant de les vendre à des sociétés étrangères, qui les paient parfois en rachetant simplement des bons de notre dette extérieure. Évidemment, elles ré-exportent tous leurs profits!»

À Morococha, comme à La Oroya – centre industriel voisin où la Centromine possède d'importantes installations –, on partage cette analyse. «La privatisation annoncée va accroître notre misère», craint un responsable syndical qui tient à con-

server l'anonymat, par peur de représailles. «Il y a ici beaucoup d'incompétence, surtout parmi les administrateurs et les techniciens, qui méprisent les simples ouvriers. Ils prennent souvent de mauvaises décisions, achètent de mauvaises pièces ou commandent en retard, ce qui freine la production. En plus, beaucoup s'emplissent les poches... Pas étonnant que les accidents de travail soient si nombreux, notamment parmi les contractuels.»

SUR LE DOS MINEUR

Il faut savoir que la Loi péruvienne du travail, amendée par le gouvernement ultra-libéral d'Alberto Fujimori, favorise le recours aux employés contractuels. À Morococha, comme à La Oroya et dans la plupart des mines du Pérou, il y a ainsi deux catégories de mineurs: les permanents et les dits «contractuels», ces derniers beaucoup plus nombreux, et, comme par hasard, beaucoup moins payés.

Les employés permanents – affectés surtout aux concentrateurs de minerai et au chemin de fer – gagnent le fabuleux salaire de 15\$ÉU par jour, alors que leurs collègues à statut précaire, véritables taupes forant les divers fronts de taille à la seule force de leurs poignets, se font à peine 7\$ÉU par jour! Le pire, c'est peut-être qu'ils soient enviés par ces milliers de pauvres hères qui travaillent comme des bêtes dans d'innombrables petites mines artisanales, sans sécurité aucune, souvent même sans salaire, les propriétaires les rétribuant en leur

annoncée

donnant le droit d'exploiter le gisement à leur compte deux jours par mois...

«Il faut faire une distinction entre les mines artisanales et des sociétés comme la nôtre, précise Robert LaVallière, directeur des Relations avec les investisseurs chez Cambior, qui s'apprête à investir 800 millions de dollars ÉU, afin d'exploiter le gisement de cuivre de La Granja, dans le nord du pays. C'est vrai que les entreprises artisanales sont souvent «broche à foin» et que les conditions de travail font dur. Dans plusieurs grandes entreprises appartenant à des étrangers, les ouvriers péruviens ont cependant droit aux mêmes avantages que leurs collègues canadiens ou américains en matière de santé et sécurité, d'environnement, de congés, etc. Mais c'est sûr que les salaires doivent être concurrentiels à ce qui est payé ailleurs dans le pays. Pas question de verser des salaires de 30\$ de l'heure comme en Abitibi quand une bière coûte seulement 40 cents!»

Jacques Trottier, président d'Exploration Sulliden qui évalue le potentiel du gisement aurifère de Las Huaquillas, dans le département de Cajamarca, abonde dans le même sens: «Quand tu arrives dans un pays en profonde transformation économique et sociale comme le Pérou, tu ne peux pas appliquer les standards nord-américains tout de suite. Si tu payes trop, tu vas créer plus de problèmes qu'autre chose... Faut y aller graduellement. À Las Huaquillas, on va employer beaucoup de paysans locaux. Ils seront contents de travailler et pas frustrés du tout, même s'ils ne gagneront pas les salaires des ouvriers de l'Abitibi.»



PHOTO: ANDRÉ LACHANCE

Communautaire

LE COMMUNAUTAIRE PREND LE CHEMIN DE L'INFOROUTE

Piloté par l'**Institut canadien d'éducation des adultes (ICEA)** et **La Puce communautaire**, le projet *Communautaire* s'engage à fond sur le chemin de l'inforoute. Il est soutenu financièrement par le Fonds de l'autoroute de l'information du Québec et le Fonds d'intervention régionale de l'île de Montréal.

Communautaire n'est ni un récent logiciel, ni un nouveau serveur branché. C'est tout simplement un projet servant à stimuler l'appropriation sociale et démocratique des nouvelles technologies par les organismes communautaires et les citoyens en s'appuyant sur l'expérience du milieu.

Suite à une étude de besoins réalisée à l'été 1996 auprès de plus de 85 organismes, groupes de base et regroupements, *Communautaire* démarrera sous peu ses activités en :

- offrant une formation et une sensibilisation aux nouvelles technologies de l'information et des communications ;
- assurant le développement, la diffusion et le rayonnement de contenus communautaires francophones sur l'inforoute ;
- créant un site incubateur d'expériences et carrefour de contenus communautaires ;
- animant des groupes de discussions ;
- menant une expérience-pilote d'animation d'un point d'accès public aux citoyens dans un quartier défavorisé.

L'inforoute selon Communautaire

Le projet *Communautaire* mise donc sur la sensibilisation, la formation, l'animation et le soutien des organismes communautaires dans leur expérimentation des réseaux télématiques. Le réseau communautaire servira alors de relais auprès des populations potentiellement exclues pour ainsi leur ouvrir l'accès à l'inforoute. Il contribuera également à l'émergence de nouveaux usages sociaux, d'une expertise, de services et de projets porteurs d'emplois dans ce secteur d'activités. Le développement de cet espace télématique soutiendra l'avancement de l'économie sociale et de la vie démocratique.

Pour en connaître

davantage, communiquez

avec nous par téléphone

au (514) 948-2044

ou (514) 259-3126

et par courrier électronique

à icea@cam.org

ou à puce@mtl.net.



Cet espace publicitaire a été mis à la disposition du magazine *Vie ouvrière* par la Société des Casinos du Québec, soucieuse de contribuer à la vie communautaire de Montréal.

→
froid, la faim et l'incertitude du lendemain.

«Dans les campements miniers, les conditions se sont détériorées», confirme Héléna Alvarado, responsable du bureau du Service universitaire canadien outremer (SUCO) au Pérou. «Il y a eu beaucoup de mises à pied et les syndicats se sont désintégré. Avant, les travailleurs et leurs familles étaient couverts par la sécurité sociale, maintenant c'est fini. Les conditions de vie ne sont pas meilleures qu'il y a 30 ans. En fait, elles ont empiré parce que le milieu est aujourd'hui fortement contaminé!»

Centromine, la société minière d'État qui exploite les gisements polymétalliques de Morococha, est en passe d'être démantelée et privatisée, conséquence des politiques d'ajustement structurel préconisées par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. Pour la plus grande crainte des mineurs, dont les conditions de travail et de vie risquent d'empirer encore, comme cela s'est vu dans les régions péruviennes où les mines ont été vendues à des intérêts privés, souvent étrangers.

Il savent notamment ce qu'il en a coûté à leurs collègues de la mine de fer de Marcona, à une quarantaine de kilomètres de Nazca, dans le sud du pays. Là-bas, le nouvel employeur, la miniè-

re Shougang de la République populaire de Chine, est même en passe de leur faire regretter les «bons vieux Yankees» d'antan: «Avant, la Marcona Mining Company nous donnait la possibilité de faire instruire mes fils», raconte un mineur de Marcona, devant un graffiti qui résume à lui seul son propos: «Los chinos son malos, los gringos eran mejores!»¹

Évidemment, la santé de ces travailleurs, ainsi que celle des membres de leur famille, est à l'avenant: problèmes respiratoires persistants, silicose, emphysème, maux d'estomac, dénutrition chronique pour les enfants de ceux qu'un accident empêche de travailler, etc. Des maux encore aggravés par leurs très faibles revenus, certes, mais aussi par l'état de déliquescence des services publics de santé. Car en plus d'être incapables d'acheter de la nourriture en qualité et en quantité suffisantes, il leur est quasiment impossible de se procurer des médicaments. L'hôpital régional en manque lui aussi, comme de personnel compétent. En fait, l'établissement est souvent incapable de faire une simple perfusion sanguine...

FILOMENA

Regroupées au sein d'un organisme populaire nommé Filomena, les épouses des mineurs ont décidé de reprendre le contrôle de leur vie. Leur premier objectif: la santé des familles, qui comptent en moyenne cinq enfants. Au total, 17 promotrices de soins de santé vivent dans les campements miniers des environs, en profitant pour faire de l'éducation et de la planification familiale tout en s'occupant des «botequines populaires», espèces de petites pharmacies.

La cinquantaine alerte, Angelica Medrano est l'une des «âmes» du groupe Filomena. «L'espérance de vie est faible

1 «Les Asiatiques sont mauvais, les Américains étaient meilleurs.»



PHOTO ANDRÉ LACHANCE

dans les campements miniers, dit lacoquiquement Angelica, alors que je l'interviewe dans un petit restaurant de La Oroya, où nous prenons une bouchée avant de grimper à Morococha, à une dizaine de kilomètres plus loin. Détail révélateur: alors que je me bourre de soupe, de frites et de truites provenant d'un élevage piscicole des environs, je remarque qu'Angelica ne touche pas à son poisson. Pendant que je règle la très faible addition, je l'entends demander à la serveuse de mettre son plat de truites et de frites dans un sac. «Pour mon mari», fait-elle lorsque je l'interroge du regard, un sourire gêné aux lèvres.

ATTENTION AU GASPILLAGE!

L'après-midi est déjà très avancé lorsque nous parvenons à Morococha. Des nuages lourds raclent le sommet dénudé des montagnes et, malgré quelques éclaircies resplendissantes, des flocons de grêle nous tombent dessus par à-coups violents. Il fait froid, humide. Posé devant un alignement de masures aux murs d'adobe (boue séchée), un grand bac tient lieu de fontaine. Quelques femmes aux doigts rougis y lavent du linge dans l'eau glaciale, surveillant du coin de l'oeil des bambins aux joues écarlates qui gambadent parmi les détritiques et les pierres.

Je suis invité à entrer dans une *vivienda* pareille à toutes les autres: un carré de quatre mètres sur quatre où vit, sans chauffage, ni toilettes ou eau courante, un jeune couple et ses deux enfants. Du plafond, pend une ampoule nue, au bout d'un fil torsadé. C'est la seule installation électrique de la pièce: «Il n'y a pas de courant, m'explique la "maîtresse" des lieux, une femme de mineur au faciès amérindien prononcé. La compagnie a coupé l'électricité. Elle prétend qu'on gaspille trop...»



PHOTO ANDRÉ LACHANCE

La vie des dépanneurs au Québec

«UNE CHANCE QU'Y VENDENT DE LA BIÈRE SUR TERRE»

Indépendants vs grandes surfaces

ILS VENDENT DE LA BIÈRE. BEAUCOUP DE BIÈRE. ET DES CIGARETTES. ET DE LA GOMME. ET DES BILLETTS DE LOTO. ET LE JOURNAL. LES «À-CÔTÉS» POUR LESQUELS ON NE VA PAS À L'ÉPICERIE. C'EST PLUS RAPIDE. C'EST SOUVENT PLUS PROCHE. C'EST HABITUELLEMENT LE DERNIER COMMERCE OUVERT DU VILLAGE OU DU QUARTIER. CELUI À QUI LES PASSANTS DEMANDENT LEUR CHEMIN. C'EST, COMME À D'AUTRES ÉPOQUES L'ÉGLISE OU LA TAVERNE OU LE MAGASIN GÉNÉRAL, L'ENDROIT PUBLIC CENTRAL.

DEPUIS DES LUSTRES, OUVRIR UN PETIT DÉPANNÉUR INDÉPENDANT EST UNE FAÇON DE CRÉER SA JOB, QUITTE À Y METTRE 65 HEURES PAR SEMAINE. DES FAMILLES NÉO-QUÉBÉCOISES, MOINS DÉCOMPOSÉES, S'Y ESSAIENT. DEPUIS PEU, LE PETIT DÉPANNÉUR INDÉPENDANT LIVRE UNE LUTTE FÉROCE AUX GRANDES SURFACES DES PATINS DU MARKETING. LE PREMIER, AU COEUR DU QUARTIER, S'ORGANISE SUR UNE BASE FAMILIALE, MISE SUR SON SERVICE PERSONNALISÉ, FAIT CRÉDIT, ET LIVRE À DOMICILE. L'AUTRE ENGAGE LES JEUNES QU'IL TROUVE, COMPTE SUR LE VOLUME DE VENTE, AVEC DE BONS PRIX, UN AFFICHAGE RATIONNEL, ET... QUELQUES HOLD-UPS INÉVITABLES.

PAS D'ENTRÉES DANS LES MANUELS D'HISTOIRE. PAS D'ENTRÉES DANS LES STATISTIQUES GOUVERNEMENTALES. MAIS TOUT AU LONG DU XX^e SIÈCLE, INDÉPENDANTS DANS TOUS LES SENS DU TERME, LES PETITS DÉPANNÉURS SE SONT ADAPTÉS, EN CAMÉLÉONS, À TOUTES LES MUTATIONS DE LA SOCIÉTÉ ET DU COMMERCE.

UN DOSSIER COORDONNÉ PAR DANIEL S.-LEGAULT



L'histoire des dépanneurs NAGUÈRE LE PETIT RESTAURANT

JULIE PERREULT

Si le terme «dépanneur» est jeune, datant des années 70, le commerce, lui, a une longue tradition. Même plusieurs. En ville, le «petit restaurant», la petite épicerie du coin, la confiserie et la tabagie vont, question de survie, se transformer massivement en dépanneur. En région rurale, la filiation nous ramène au magasin général. On va au «dépanneur» pour le pain, le lait et la bière, mais aussi pour socialiser.

Dans les années 20, on voit surgir de petits commerces que les Canadiens-français appellent un «petit restaurant». L'équivalent du *Tobacco and candies stores* qu'on retrouve du côté anglophone, le «petit restaurant» se distingue du restaurant type en vendant AUSSI des produits pour emporter. Selon Sylvie Taschereau, historien-

ne et professeure associée à l'Université Concordia, le «petit restaurant vend surtout des produits de première nécessité comme le pain, le lait, le beurre, en plus des bonbons, liqueurs douces et cigarettes. Parfois, on y trouve un peu de nourriture préparée. Et quand on est équipé pour la garder, on

vend de la crème glacée qui attire les enfants.»

PROCHE DU MONDE

Insérés dans les quartiers résidentiels, de tous temps les dépanneurs se sont développés à proximité de leur clientèle. L'aménagement de l'espace montréalais a suivi la logique du Régime français, en îlots rectangulaires allongés: sur les petits côtés, les commerces, sur les

longs, les résidences. «On imagine facilement que de petits commerces de produits alimentaires se soient établis sur les longues rues résidentielles (nord-sud), entre les artères commerciales (est-ouest)», note Dinu Bumbaru, d'Héritage Montréal.

La tradition...



PHOTO: GILLES LAPOINTE

**Une nouvelle
tendance:
le dépanneur-
garage**



PHOTO: JULIE PERREULT

LIEUX COMMUNS

J. P.

Si le dépanneur indépendant survit, c'est qu'il est intégré dans son quartier ou sa localité. Jugé «magasin d'utilité courante», il réussit à déjouer le zonage résidentiel. Il fait presque partie de la famille. Il connaît son monde et les allées et venues de chacun-e, dissuadant le cambriolage. Petit, l'inventaire est d'environ 40 000\$. Et surtout, il fait crédit, même dans les quartiers populaires montréalais. Comble de bonheur, même à moins 25°C, il livre. Maillon vital du cocooning!

Impossible de mêler les indépendants et les dépanneurs de chaîne. Les franchisés et corporatifs sont souvent ouverts 24 heures et situés sur des artères passantes. Le vol à main armée est courant, facilité par la localisation du dépanneur. On pense volume, ce qui permet de baisser les prix jusqu'à concurrencer ceux de l'épicier. L'inventaire étant plus gros, il est plus dispendieux au départ, frôlant les 100 000\$. Mais pour l'insertion dans le quartier, on repassera... ↴

L'industrie actuelle du dépannage

Au rez-de-chaussée ou dans des demi-sous-sols, ces commerces crèchent au coin des rues et des ruelles. Les «petits restaurants», ou petites épiceries, occupent des bâtiments à l'architecture particulière: corniches et tourelles font un «clin d'oeil au passant, l'invitant à s'arrêter au "magasin du coin".»¹ La famille propriétaire réside souvent dans le même logement que son commerce exigü. On offre, jusqu'à tard le soir, des produits variés, en petite quantité. Suzanne Laferrière, de l'Autre Montréal, rappelle qu'«on allait à l'épicerie tous les jours à cette époque, car les glacières étaient rares. L'épicier connaissait tout le monde et "marquait" les achats», payables plus tard. Le crédit est resté dans la culture.

PETIT ENTREPRENEURSHIP

Ouvrir un «petit restaurant» semble accessible aux familles ouvrières. «C'est un moyen de s'en sortir en temps de crise personnelle comme le veuvage, la maladie ou la retraite», note Sylvie Taschereau. Exigeant peu de capital de départ, un équipement limité au tiroir-caisse, ces petits commerces sont une alternative pour les femmes et les immigrants-es. Stratégie de survie, Mme Taschereau remarque que «pendant la crise des années 30, on voit les petits restaurants se multiplier à une allure folle dans les quartiers ouvriers». Entre 1930 et 1939, on constate une hausse de 25% du nombre de petits commerces de détail du secteur alimentaire, vendant bonbons ou tabac.



1 M. BENOÎT et R. GRATTON, *Pignon sur rue. Les quartiers de Montréal*, éd. Guérin, 1991.



PHOTO: JOHN CRESSEY

Selon différentes sources, entre 4 500 et 10 000 dépanneurs (!) peupleraient le territoire québécois. Une étude de 1994, commandée par Provi-Soir, arrive à 5 700 dépanneurs. Un nombre en décroissance depuis cinq ans. Les petits indépendants sont les plus vulnérables, selon M. Zicha, analyste financier chez Lévesque, Beaubien et Geoffrion. «Des 400 qui disparaîtront d'ici les cinq prochaines années, 90% devraient provenir de cette catégorie.»¹ Même si les dépanneurs indépendants sont encore et de loin les plus nombreux, leur part du gâteau rétrécit à vue d'oeil. Ainsi, les chaînes comme Couche-Tard et Provi-Soir ne représentent que 12% des dépanneurs mais 24% du marché des ventes.

PHOTO: JOHN SLEEMAN

Aujourd'hui, parler de dépanneurs oblige à distinguer indépendants, «banniérés», franchisés et corporatifs. L'**Indépendant** est maître de son commerce et approvisionné par différents distributeurs. Généralement, il s'agit d'une entreprise familiale, propriétaire ou locataire du bâtiment. Il contrôle totalement sa mise en marché. «Ceux qu'on appelle dans le jargon les «banniérés» sont des dépanneurs propriétaires de leur commerce ayant un contrat d'exclusivité avec un distributeur», précise Marina Vulcu, de l'Association des détaillants en alimentation du Québec. Ils affichent une bannière connue comme Proprio (Provi-Soir), Sept-Jours (Couche Tard) ou Point-d'aide (Groupe Colabor). L'étalage et la publicité sont faits selon les normes de la bannière.



MOINS PROPRIÉTAIRES

Les **franchisés** sont uniquement propriétaires de leur inventaire. Dans les dépanneurs franchisés, comme la majorité des 245 dépanneurs Provi-Soir, l'investissement de départ est d'environ 90 000\$. L'établissement et l'équipement appartiennent à la compagnie, dite le franchiseur. Le dépanneur franchisé verse au franchiseur un loyer fixe plus une commission de 5% sur les ventes (sauf consignes et loterie, par exemple). Le franchisé suit les normes de la chaîne et est responsable de la gestion du commerce.

Le dépanneur **corporatif**, comme la plupart des Dépan-Escompte, Couche-Tard, est plus contrôlé et intégré à la chaîne. Tout est complètement planifié: les produits, l'étalage, le prix de vente, la publicité, l'uniforme et même le service à la clientèle. Employé par la chaîne, un gérant s'occupe du bon fonctionnement du magasin.

La concentration a fait d'Alimentation Couche-Tard le géant de l'industrie de l'«accommodation». De 1 dépanneur en 1979, il en compte aujourd'hui 310, les deux tiers dans la métropole. Cotée en bourse depuis 1986, la progression est continue. En 1992, son concept Dépan-Escompte révolutionne l'industrie du dépannage: lait, boissons gazeuses, croustilles et eau de source sont vendus au prix du supermarché. Il grossit en absorbant le réseau de La Maisonnée, en 1993, puis Perrette en 1994. Avec un chiffre d'affaires de 400 millions \$, un bénéfice net de 5 millions \$ en 1996, l'empire s'intéresse au marché ontarien. Le timing est bon. La vente de tabac vient d'y être interdite dans les pharmacies et le gouvernement Harris ne cache pas sa volonté de privatiser la société des alcools de cette province. Deux mines d'or. ↙

1 *Les Affaires*, samedi 10 décembre 1994.



À l'instar des autres commerces de détail, la durée de vie des «petits restaurants» est limitée: de quelques mois à quelques années. Si le capital de départ est peu intéressant, qu'on peut obtenir la marchandise à crédit pour 30 jours, il faut de la liquidité pour survivre. Et aussi beaucoup d'énergie humaine. «Le coût est très élevé pour la vie familiale, soutient Sylvie Taschereau. La fonction de parents se mêle à celle de patron. Une situation génératrice de tensions.»

L'ALCOOL ET LES FRICTIONS

La création, en 1921, de la Commission des liqueurs, chambarde la situation. Dorénavant l'importation et la vente d'alcool revient à la Commission. Nombre de petites épiceries licenciées, ancêtres des dépanneurs, ne peuvent plus vendre que de la bière et sont poussées à la faillite.

Les années 50-60 et le développement des grandes surfaces amèneront un



PHOTO: BRIAN KING

autre remue-ménage semblable. «Sous l'impulsion des Steinberg, beaucoup de petites épiceries vont fermer», fait remarquer Suzanne Laferrière. «Celles qui restent vont vendre de la bière et du vin pour se démarquer des grandes épiceries

n'ayant pas ce droit».

Avec la fin des années 60, on assiste, dit l'historien Linteau, au «recul du petit magasin indépendant devant la montée des chaînes corporatives puis des chaînes de franchisés.» La tendance est nord-américaine. Les Perrette feront figure d'avant-garde au Québec en développant un large réseau de franchises. Perrette est d'abord une laiterie. Et elle en tire profit: tout son marketing est fait autour du lait dont le prix défie ceux des autres dépanneurs. Perrette ne vendra pas d'alcool jusqu'en 1985, date où 52 de ses magasins obtiennent un permis d'épicerie. Les autres sont refusés, pour ne pas créer «une concurrence déloyale», face aux dépanneurs indépendants environnants.

Pour Perrette, la décennie 80 est marquée par des accusations de fraude. À cette époque, plus de 500 gérants-es passent chaque année dans les 150 magasins Perrette. Après quelques mois de travail acharné, la plupart (90%) sont congédiés-es pour déficit d'inventaire. Perrette accuse allègrement ces gérants-es de vol... et retient salaires, assurance-chômage et le dépôt initial de 1 000\$ exigé des nouveaux gérants-es. D'ex-gérants-es

poursuivront et gagneront contre Perrette.

Dans les années 80 encore, les grandes chaînes d'épicerie, qui ne peuvent augmenter leurs heures d'ouverture, fondent autant de chaînes de dépanneurs. Pour accroître leur part de marché, Proviso se retrouve avec Provi-Soir, Métro-Richelieu avec Sept-Jours, Steinberg avec La Maisonnée, et IGA avec Boni-Soir.

DIMANCHE, JOUR DE L'ARGENT

En 1990, avec la modification de la loi sur les heures d'ouverture des commerces, une nouvelle page d'histoire s'ouvre. Entre 1990 et 1995, 43% des consommateurs-rices ont réduit la fréquence de leurs visites au dépanneur. L'ouverture des épiceries le dimanche fait mal: 20 à 25% du chiffre d'affaires hebdomadaire des dépanneurs était fait dans cette journée sacrée. C'est sur les produits non-périssables, tels le sucre, la farine, les conserves et les céréales, que les dépanneurs perdent le plus de terrain.

La contrebande de cigarettes a aussi laissé des traces. L'Association des détaillants en alimentation du Québec estime qu'entre 1992 et 1994, plus de 500 dépanneurs ont disparu... en fumée. Produit stratégique, les cigarettes représentent 25% des ventes et amènent des visites régulières au dépanneur. Par exemple, la personne fumeuse va en moyenne 4,5 fois par semaine au Provi-Soir et en profite pour faire d'autres achats. En 1994, dans les seuls Dépan-Escompte, une hausse de 500 clients-es par semaine est enregistrée due à la réduction des taxes sur le tabac. L'orage vient rarement d'un seul nuage. Entre 1991 et 1995, la fréquentation dans les pharmacies est passée de 49% à 64%.

De quoi rendre nerveux même les géants.

L'autre concurrent des dépanneurs, ce sont les pétrolières. Tigre-Express, ça vous dit quelque chose? C'est le dépanneur annexé à la station Esso. Selon la National Association of Convenience Stores, le dépanneur avec poste d'essence est la formule la plus rentable aux États-Unis, une formule d'avenir. ↴



PHOTO: TOM JACOBI



PHOTOS: DANIEL S-LEGAULT

Chénier et Frères, Hull LA FRONTIÈRE DE LA BIÈRE

JACQUES COLLIN

Ottawa. Un groupe de jeunes veulent continuer la fête, mais pas moyen d'acheter la moindre bière. On saute dans un taxi. Destination: l'autre côté de la frontière. En quelques minutes, au bout du pont, le premier dépanneur en vue est le bon. Le taxi s'arrête sans se soucier des ados du quartier qui flânent sur le perron du petit commerce, la bande se précipite dans un turbulent tohu-bohu à la conquête d'une grosse caisse de bières. Pendant que certains se chargent d'explorer le réfrigérateur, les autres calculent sur place, devant la caisse, leur quote-part. Sitôt fait, dans le même mouvement effréné, on repart outre-frontière. Au dépanneur Chénier et Frères, sur la rue Notre-Dame dans le vieux Hull, ce genre de scène est monnaie courante.

En 1979, monsieur Lacroix achète, avec son épouse, son frère et sa belle-soeur, l'épicerie des frères Chénier qui a pignon sur rue depuis 1949. La famille cohabite dans le logement rattaché au commerce. Il faut réorganiser les lieux afin d'agrandir le réfrigérateur à bières et permettre le libre service. On déplace des comptoirs, puis on introduit les loteries, les *slushs*, les passes d'autobus, les timbres poste... L'épicerie ressemble de plus en plus à un dépanneur. Les heures de travail sont longues. Pendant que les deux hommes passaient près de 15 heures par jour dans le commerce,


les femmes, en plus de l'entretien de la maison, passent une bonne douzaine d'heures par jour. Il y a deux tantes et un cousin qui sont embauchés pour venir en aide. Les deux livreurs sont les seuls qui ne sont pas de la famille.

UNE SOCIÉTÉ DISTINCTE

Il n'y a pas que les jeunes qui viennent chercher leur bière au Québec. En Ontario, des magasins d'État, les Brewery's Retail, détiennent l'exclusivité de cette vente. Ça ferme tôt la semaine et complètement le dimanche. En dehors des heures d'ouverture, le Québec est la meilleure alternative.

À tous les ans, lors de la Fête du Canada, on vidait le magasin, «il ne restait plus une bière», nous raconte Yves, le fils Lacroix. «Tout ce qui se passait en Ontario avait un impact direct sur notre dépanneur.»

Yves se rappelle que lors d'un arrêt de travail dans les brasseries ontariennes, tous les buveurs et vendeurs de bière de l'Ontario s'approvisionnaient au Québec. La réglementation interprovinciale rendait illégal le commerce de la bière d'une province à l'autre. Mais la surveillance de la GRC ne servait à rien. Les brasseries québécoises n'ayant pas le droit de vendre directement au détail, elles devaient passer par le dépanneur. Un tenancier de Toronto avait envoyé un de ses employés par avion chercher un plein camion de bière; on louait le camion à Ottawa, on traversait le pont, le premier commerce capable de fournir la bière était le bon. Les brasseries québécoises laissaient des camions de bière dans le stationnement du dépanneur. Lorsqu'ils étaient vides, on les remplaçait. C'était la seule façon de répondre à la demande.

La frontière a fait de Chénier et Frères le plus gros vendeur de bière à Hull. 



PHOTOS: DANIEL S-LEGAULT



Situé à 14 km de la Baie-des-Chaleurs dans les terres à mi-chemin de Bonaventure et New-Richmond, le dépanneur de Saint-Alphonse niche entre trois usines à bois. La concurrence n'est pas trop forte au coeur de la forêt gaspésienne; seules deux épiceries y ont pignon sur rue.

Le dépanneur de Saint-Alphonse en Gaspésie est un véritable magasin général des temps modernes. Son propriétaire, Bertin St-Onge, opère une véritable station multi-services qui permet: à monsieur le Curé de faxer des messages à ses nombreuses paroisses, aux automobilistes de faire le plein d'essence, à la gang de jeunes de s'équiper en jeux Nintendo, aux couples de reluquer les cassettes vidéo, aux travailleurs forestiers de carburer au café et à monsieur le Maire de jaser politique avec les citoyens-nes. On trouve de tout dans ce dépanneur, même le maire du village: c'est M. St-Onge lui-même.

En 1990, Bertin St-Onge s'achète un garage dans son village natal afin de le transformer en dépanneur. Il se crée un emploi et devient enfin son propre patron. Quelques années plus tard, dans la jeune trentaine, il se fait élire maire de Saint-Alphonse. Heureux de son sort, Bertin St-Onge gravite entre son dépanneur et la mairie depuis quatre ans.

PLACE À POTINS

C'est autour de la machine à café et des beignets que les gens viennent lire les journaux et parler de politique municipale, régionale et provinciale. Assis sur des tabourets ou debout, on brasse l'avenir de l'industrie forestière du village. Un autre sujet à la mode au dépanneur, après la météo et les gens qui appellent en hiver pour s'informer de l'état des rangs, est le dézouage des terres agricoles. «Il ne reste plus de terrains disponibles au village pour les jeunes couples qui veulent se construire une maison», résume le maire.

Saint-Alphonse, appelé «la petite Belgique», pour avoir été le seul village gaspésien fondé par des Belges, s'apprête à fêter son centenaire l'an prochain. Peut-être les célébrations sauront-elles attirer plus de touristes... «En général,



PHOTO: JEAN ROBITAILLE

Saint-Alphonse, en Gaspésie LA COPICHE DU MAIRE

NATHALIE LABONTÉ

les seuls touristes qui passent dans le coin vont à la pêche au saumon sur la rivière Bonaventure», avoue le maire.

Aux heures de pointe, étudiants-es et travailleurs forestiers envahissent la «copiche», le dépanneur dans le jargon du coin. «Pendant l'hiver, deux usines sur trois fonctionnent ici et emploient une soixantaine de travailleurs, explique Bertin St-Onge. En été, ce chiffre grimpe à 210 personnes.» Plusieurs adolescents-es flânent également devant le dépanneur. «Je leur ai installé des ta-

bles dehors sur le gazon, vis-à-vis la maison des jeunes», renchérit-il.

Bertin vend beaucoup de marchandises à crédit: «Étant donné que tous les gens se connaissent, ils ne peuvent pas se permettre d'être malhonnêtes, car ils seraient tout de suite discrédités, réplique l'homme qu'on surnomme le marchand général. De plus, avec un taux de chômage de 65% et des emplois saisonniers dans le village, si tu es en *business*, t'as pas le choix de fonctionner à crédit.»

PHOTO: FRANÇOIS SAVARD



Dépanneur Madame Ida, Tadoussac

TENIR LE «FORT»

JULIE PERREAULT

Un hold-up à Tadoussac?!? Drôle de question, estime François Savard, un résidant de l'endroit. Le fugitif n'aurait le choix qu'entre deux routes, une vers le nord, ou une autre, vers le sud, où il risquerait bientôt de devoir attendre le traversier vingt minutes, devant le bureau régional de la SQ!

Tadoussac est un village touristique, de 850 résidents-es réguliers, qui se multiplie l'été pour atteindre 5 000 personnes. Avec l'automne, la majorité des commerces ferment, se barricadent et s'endorment jusqu'au prochain

printemps. Le dépanneur Madame Ida résiste. Sous bannière Proprio, dépositaire exclusif des produits de la Société des alcools du Québec (SAQ), et offrant un mini-club vidéo, le dépanneur est toujours achalandé. Avec la Caisse populaire, le bureau de poste et l'épicerie installée à 5 maisons de là, le dépanneur de Madame Ida est une institution du village.

L'ERMITE ET LES GENS DE PAROLE

Le passage au dépanneur est toujours source d'échanges entre amis-es. Les

proprios, madame Ida et son fils Pierre, connaissent l'histoire de tout le monde. Si on parle au dépanneur, «ce n'est pas d'enjeux sociaux», fait remarquer François Savard. «C'est plutôt du placotage de village. C'est important de prendre des nouvelles du monde.» Alors chacun-e se raconte un peu, entre le vin ou la cassette vidéo.

À 70 ans, Madame Ida, la propriétaire, veille tous les jours au dépanneur dès 8h le matin. À 14h, son fils, d'une quarantaine d'années, prend la relève jusqu'à 23h. Madame Ida est sans doute la personne la plus connue du village. Son fils est plutôt du genre ermite. «On ne le voit presque jamais, raconte François Savard. Il prend quelques marches dans le village. Pas de voiture. Pas de loisir. Il ne semble avoir aucune passion. Pas de femme dans sa vie, même juste un soir... (tout se sait dans un village)!» Bref, leur vie, c'est le dépanneur.

Plutôt qu'une véritable concurrence avec l'épicerie qui ferme tous les soirs vers 22 heures, le dépanneur lui est complémentaire. Son créneau est clair: les à-côtés. Et comme il a les produits de la SAQ, c'est là qu'on va quand on invite les amis-es. Enfants et ados s'y rendent pour les bonbons, le chocolat et les fameux jeux Nintendo. Mais pour la loterie, curieusement, c'est à l'épicerie que ça se passe.

Les touristes suivent les mêmes *patterns* de consommation que les locaux: nourriture à l'épicerie, alcool et liqueurs douces au dépanneur. La principale différence, c'est le crédit. Pour les gens de la place, le crédit c'est une culture. «Un moment donné, tu demandes combien tu dois et tu payes. Si ça tarde, c'est pas grave.»



PHOTO: NATHALIE PAQUIN

Dépanneur Shefford, Bromont

LE FESTIVAL DES «GRATTEUX»

NATHALIE PAQUIN

Chez les frères Rosaire et Gaëtan Tremblay, on vient pour le pain, le lait et la bière, bien sûr, mais aussi pour faire un brin de jasette avec les proprios, rencontrer ses amis. Certains y passent même plusieurs heures... Ainsi, presque tous les matins depuis des mois, on peut voir un petit groupe d'hommes d'âge mûr accoudés au comptoir et qui, tout en causant, grattent un billet de loterie, puis un autre et encore un autre. Une activité ponctuée de rires et de bonnes farces. Un «festival des gratteux» étonnant pour les touristes. Il faut dire qu'il y a cinq ans, un billet gagnant de 2 000 000\$ «est sorti» de la valideuse du *Dépanneur Shefford*, alors on se dit que l'endroit peut porter chance...

Les deux gars ont laissé leur Abitibi natale et leur métier – la construction – pour acheter le bâtiment de ce dépanneur de Bromont, complètement indépendant, avec 325 000\$, dont 50 000\$ d'inventaire, il y a 10 ans. Tout un changement. À l'époque, la seule personne qu'ils connaissaient au village était leur soeur Diane, nouvellement installée. «La première année a été dure», se rappelle Gaëtan.

La concurrence est là et elle fait mal. Surtout le marché Métro, situé juste à proximité et qui ouvre ses portes jusqu'à 21 heures, presque tous les soirs, ainsi que les dimanches. «À notre arrivée, on roulait beaucoup, car la seule épicerie (incendiée, elle fut relocalisée près du dépanneur) se trouvait à l'autre bout du village. Nous tenions alors un peu de tout. Aujourd'hui, nous ne gardons presque plus de fruits et de légumes; à peine une tablette dans le réfrigérateur, pour les "en-cas"».

Autres temps, autres moeurs, les «cannages» ont diminué, et le gros du chiffre d'affaires, tout comme en Abitibi, c'est la bière. À lui seul, ce produit représente 50% des ventes. Suivent les boissons gazeuses (20%), les *chips* (15%), le lait (10%) et l'ensemble des autres denrées (5%). La marge de profit est d'environ 18%. La clientèle du *Dépanneur Shefford* est constituée, d'une part, des résidents-es des alentours, mais surtout, d'autre part, des citadins-es (appelés communément «touristes-de-fin-de-semaine») qui passent les week-ends à leur chalet.

Le dépanneur Comeau, Longueuil

PETIT PETIT PETIT

NATHALIE PAQUIN

À l'angle des rues De Lemoyne et Saint-Alexandre dans le vieux Longueuil, le *Dépanneur Comeau* a le *look* parfait du dépanneur typique de quartier. Trois marches usées mènent dans un commerce exigu où l'oeil a vite fait le tour. Ici, pas de produits inusités ou exotiques et encore moins de photocopieur. C'est le dépanneur dans sa pure vocation minimale.

Une cordonnerie voisine le dépanneur et deux logements (dont celui du chansonnier Raymond Lévesque) occupent l'étage supérieur. Voilà déjà 30 ans que la vieille porte du *Dépanneur Comeau* s'ouvre sur la clientèle du coin. Depuis,



PHOTO: NATHALIE PAQUIN

quatre tenanciers-ères se sont succédés, jusqu'à Sylvie Vachon et son *chum*, il y a six ans. En fait, c'est la mère de Sylvie, Antonia Vachon, la véritable propriétaire du dépanneur. «C'est eux qui ont acheté mais c'est moi qui ai payé!», lance-t-elle en riant. Un investissement de 65 000\$.

UNE SOLIDE EXPÉRIENCE DU MÉTIER

«Lorsque je suis entrée ici, il y avait plusieurs produits considérés comme des «mauvais vendeurs» pour un dépanneur, tels les coeurs de palmiers. Et nous avons dû jeter beaucoup de soupes en boîte.» De plus, à l'acquisition du commerce, la cuisinette a été démolie pour faire place à une chambre froide. Avec ses 73 ans et ses 31 années d'expérience dans des commerces semblables, Mme Vachon connaît bien les rouages du métier. Elle a d'ailleurs tenu deux autres dépanneurs indépendants sur la Rive-Sud de Montréal.

Le petit commerce jouit d'une clientèle bien établie: les résidents-es du quar-

Afin d'accommoder une clientèle de plus en plus sélective, de plus en plus exigeante, les Tremblay ont dû agrandir deux fois. Des rénovations totalisant plus de 100 000\$. Pendant des années, le commerce était jouté, tout au fond, d'un casse-croûte tenu par Diane. Un endroit de choix pour les gens débarqués de l'autobus Voyageur, dont le seul arrêt bromontois se trouve ici. Plus tard, l'espace fut loué pour une boucherie. De même, à l'avant, juste à côté des magazines, un mini-salon de coiffure a longtemps été en place. Un autre casse-croûte vient d'y ouvrir...

Vers pour la pêche, permis pour la chasse, le dépanneur vend toutes sortes de produits. «On a arrêté de distribuer des permis de chasse parce que c'était un paquet de problèmes avec le gouvernement. En plus, ça demandait beaucoup de paperasse et ce n'était pas trop payant», précise Rosaire. Des articles sont retirés, d'autres apparaissent. Valideuse, service de photocopie, télécopie: on se tient à jour. «Ce qui nous étonne encore beaucoup à Bromont, raconte Gaëtan, c'est le nombre de sacs que l'on passe. À Val d'Or, les clients portaient directement avec leur bière ou leur journal; ici, ils demandent toujours un sac!» Caprices d'embourgeoisés-es?

QUAND LA CONFIANCE RÈGNE

L'incontournable formule «club vidéo» a fait son entrée au dépanneur il y a déjà quelques années. «Ça marche très bien, dit Gaëtan, on loue environ 700 films par semaine.» Une initiative hasardeuse puisque deux commerces spécialisés dans la location de films se disputent un marché plutôt restreint dans un même voisinage. Pour louer un film au dépanneur, on exige de vous une seule information: votre numéro de téléphone. Pas de preuve d'identité, ni de carte de crédit. Dans une ville comme Montréal, on imagine aisément

PHOTO: NATHALIE PAQUIN



ment les répercussions d'une telle confiance... qui n'est pas sans faille ici non plus. «On s'est fait piquer des films une couple de fois, mais dans l'ensemble les gens sont honnêtes.»

Pour le crédit aussi la prudence est dorénavant de mise. «On a eu notre leçon! Au début, on s'est fait pigner... Des chèques personnels on en a eu longtemps. Ça nous a occasionné de


grosses pertes. Les gens restent ici un an, puis oups! ils disparaissent. Leurs commerces ferment, alors ils s'en vont. Quand Hyundai était là, on avait plus de monde», ronchonne Rosaire. Malgré ces quelques mauvais payeurs-ses, les Tremblay changent encore les chèques de chômage et de TPS, les prestations d'aide sociale et ils tolèrent encore de faire crédit aux bons-nes clients-es, comme cette vieille dame du HLM d'à côté... (surtout pour des pintes de lait). 



PHOTO: NATHALIE PAQUIN

tier. Il s'en trouve de tous âges, bien que les gens âgés semblent majoritaires. 40% des recettes proviennent des ventes de bière et de vin. Le lait, le pain et les gâteaux quant à eux occupent 20% des parts du chiffre d'affaires. Et les premiers du mois, la valideuse et les gratteurs sont très populaires.

ON N'A PLUS LES DIMANCHES QU'ON AVAIT

Avant l'adoption de la Loi 90, le jour faste de la semaine, c'était le diman-

che. Maintenant, c'est la journée la plus tranquille. «Les grands magasins nous font mal depuis qu'ils ouvrent le dimanche. Au lieu de se balader en auto, comme autrefois, et faire un arrêt au dépanneur, les gens préfèrent se promener dans les centres d'achat. Ils vont en profiter pour acheter là, en passant, le pain et le lait... Malgré tout, nous sommes chanceux: il n'y a pas de gros marché d'alimentation situé vraiment proche.» Ainsi, les bonnes journées du Dépanneur Comeau s'échelonnent du mercredi au samedi. Le mercredi étant d'ailleurs le moment par excellence pour la valideuse, alors que sont offerts les lots de un ou plusieurs millions. «C'est pas payant mais cela amène de la clientèle!»

Sur un des murs, quelques films en location attendent. C'est un marché peu significatif: à peine deux sorties par jour. Le dépanneur est aussi distributeur autorisé de cartes de la Société de transport de la Rive-Sud de Montréal (STRSM). «Un gros 0,5% de nos ventes», ironise Mme Vachon. Les bonbons à 1 cenne subsistent toujours, mais sont

surtout consommés par des adultes nostalgiques.

Bien connaître ses clients-es, ça aussi c'est important. On ne fait pas crédit à tout un chacun. «Au début, nous avons eu beaucoup de problèmes avec le crédit. Mon gendre faisait confiance à tout le monde.» Depuis, Mme Vachon est la seule à autoriser les crédits et ils sont rares. À peine une quinzaine de personnes bénéficient de cette faveur. «Je ne fais pas de crédit sur la bière ou le vin... non, quand même! Seulement sur les essentiels comme le pain et le lait.» Les seuls chèques qui sont parfois acceptés sont les chèques d'allocations familiales du gouvernement.


Le Dépanneur Comeau n'a été victime de *hold-ups* que trois fois. Quant aux vols à l'étalage, Mme Vachon les sent venir: «J'ai l'oeil habitué... je les attrape assez vite.»

PAS DE RETRAITE EN VUE

Il est difficile pour Mme Vachon de seulement envisager sa retraite. Le vérita-

→ ble dada de cette commerçante, c'est le monde, le public, qu'elle adore. Infirmière avant son mariage, elle aurait même continué sa vocation jusque dans ses premiers commerces où elle a déjà

administré des vaccins aux enfants de ses clientes qui la connaissaient bien. Et cela, c'est sans compter les fois où elle faisait du gardiennage alors que les mamans complétaient leurs emplettes. «J'installais l'enfant près de moi dans

le dépanneur avec un livre à colorier, des crayons et un suçon. Il était aux anges.» Pas surprenant que des anciens clients-es – et leurs enfants et petits-enfants – continuent de fréquenter le commerce de la dame. 

PHOTOS: MARYSE DUMONT



«Le Vent du nord», Sherbrooke DÉPANNER, SE RENOUVELER, SE DÉMARQUER

MARYSE DUMONT

Martin Gagnière, gérant, mise sur la nouveauté et la variété pour satisfaire sa clientèle. Près d'une école secondaire et à une certaine proximité du CÉGEP, la clientèle se compose d'élèves, de travailleurs-ses et de touristes. «Près de 250 clients passent chaque jour. Certains se prennent un café et un muffin, puis jasant quelques instants. On parle de tout: des sports, des femmes, de la politique, de la société, de l'économie, de la vie en général.» *Le Vent du nord* est situé à une intersection, près d'un pont menant à deux extrémités de la ville, le nord et l'est. Ayant pignon sur la rue Belvédère dans le vieux-nord de Sherbrooke, il dessert à la fois la population de ce quartier et les gens de passage.

Le bâtiment date du début du siècle: «À l'origine, c'était une sorte de magasin général.» L'on peut voir, dans le sous-sol de l'autre partie du bâtiment, que c'était un endroit où l'on gardait les chevaux pour la livraison. Plus tard, ce fut un marché IGA et, par la suite, un dépanneur.

Il y a deux ans, Denise Langlois et son mari, Jean-Pierre Gagnière, achètent le dépanneur indépendant qu'ils avaient antérieurement possédé pendant huit ans dans les années 80. Une nouvelle décennie, une nouvelle clientèle. Les

propriétaires l'ont compris. Ils ajoutent alors deux cordes à leur arc: les microbrasseries et la boulangerie. «Mon frère et sa femme, les propriétaires, ont un emploi ailleurs. Lorsqu'ils ont acheté le dépanneur, ils m'ont approché pour que je sois gérant. C'est donc moi qui m'occupe du magasin, de 7h le matin jusqu'à 6h le soir, sauf le dimanche. Le soir, mon frère prend la relève de 18h à 23h. On a aussi une employée à temps partiel le dimanche et un soir ou deux par semaine, sur appel.»


LE FUTUR EST DANS LES BINES

On a investi 10 000\$ dans l'entreprise pour les rénovations, comme le four à pain, le plancher, etc. Les coûts d'achat du magasin montaient environ à 10 000\$, plus l'inventaire évalué, pour l'année 1996, à 42 000\$. La marge de profit de l'entreprise se situe à environ 18%, en moyenne. «Durant les années 80, mon frère vendait beaucoup plus de boissons gazeuses, souvent en paquet de six bouteilles ou des caisses de cannettes. Maintenant, avec la venue des grandes surfaces qui offrent un prix plus bas pour ces produits, il est impossible d'en vendre autant.»

Fait peut-être surprenant, la loterie attire peu la clientèle. «La vente des gratteux est plutôt restreinte», explique Martin Gagnière. «Tellement que cela nous empêche d'obtenir la machine pour la validation. Il faut atteindre une moyenne spécifique de vente de gratteux pendant trois mois pour pouvoir la louer; ce qui est un cercle vicieux selon moi, puisque les gens préfèrent acheter à la fois des gratteux et des billets de validation.»

Quel est alors le produit le plus vendu? Les microbrasseries, qui obtiennent la faveur du public avec un pourcentage représentant plus de 50% du chiffre d'affaires dans la bière. Environ 15 000\$ en inventaire y sont attribués.

Au Vent du nord, on accepte les demandes spéciales des clients-es, qui se font surtout pour

des marques spécifiques de bière ou de pain (comme Cousin). Essayer constamment de nouveaux produits est un outil efficace pour capter l'attention et la fidélité de la clientèle. «On pense même offrir des fèves au lard le dimanche, dont la recette serait "maison". Ça reste à confirmer: nous devons vérifier le temps et le personnel supplémentaires que cela impliquerait...» 



François Cousineau n'a que 20 ans. Mais ces dernières années, il a travaillé comme livreur dans des dépanneurs indépendants de Montréal-Nord et des quartiers populaires de Montréal. Le livreur, c'est l'intermédiaire entre le patron du dépanneur et les clients-es. De son poste de passeur, il peut tout observer.

Drôle de jobbine, où les temps morts à jaser avec les clients-es et à regarder la télévision succèdent aux *rushs* de livraison où la réputation du dépanneur est en jeu. En partant, l'été est toujours plus tranquille que l'hiver. Le temps des Fêtes est LA période annuelle d'affluence. Chaque mois, la date du chèque d'aide sociale marque une ruée. Chaque semaine, ce sont les jeudis, vendredis et samedis soir qui sont les plus achalandés. Chaque jour, on connaît un *boom* entre 17h et 18h puis avant la fermeture, entre 21h et 23h. «Dans les *rushs*, ça demande de l'endurance. Par exemple, pour monter et descendre trois étages avec une caisse de 24, à 30°, à *full pine*...»

Le cauchemar d'un livreur, c'est son bicycle qui brise, quand ce n'est jamais le temps. Un cadre mal lubrifié qui tombe en morceaux. La chaîne qui débarque. Des crevaisons. «Je suis maintenant capable de réparer complètement un *flat*, démonter la roue, le pneu, *patcher* le trou, et tout remonter, en moins de 15 minutes...»

SALAIRE D'ÉTÉ, SALAIRE D'HIVER

Leurs semaines font 50 heures de travail. Comme la livraison commence généralement à 10h le matin et n'arrête souvent qu'avec le dépanneur lui-même, à 23h, le livreur fait souvent 13 heures de travail en ligne.

**Robert
Lévesque,
livreur,
et son patron.**



PHOTO: BERNARD JEAY

Livrer à domicile

COMMANDER SANS LAISSER D'ADRESSE

DANIEL S.-LEGAULT

Le livreur reçoit entre 25\$ et 35\$ de l'heure, à la base. Les pourboires varient énormément, comme la demande. Certains-es ne donnent rien pour une commission, d'autres jusqu'à 5\$. L'été, traditionnellement tranquille dans les dépanneurs, on peut faire 20 livraisons par jour, pour en moyenne 65¢ de pourboire chaque fois. L'hiver, de 40 à 100 livraisons par jour rapportent en moyenne 15\$ chacune. «Les gens donnent souvent plus parce qu'il pleut ou qu'il fait froid. L'été, il arrive plus souvent que des gens ne laissent aucun pourboire.» Un dépanneur a bien essayé de ne payer qu'à commission, 50¢ chacune, mais dans la fraternité des livreurs, il est considéré comme un exploiteur sans scrupules. Car il ne faut pas s'y tromper: les livreurs des dépanneurs d'un quartier se connaissent bien. Ils se croisent très souvent, se jassent à l'occasion.

Avec la récession des années 80, on a agrandi le rayon d'action des livreurs, qui doivent accepter des commandes plus éloignées qu'avant. Les trajets peuvent faire 4 kilomètres aller-retour. Les livreurs ont quand même un pouvoir, une force de négociation: pour un dé-



PHOTO: JULIE PERREAU

panneur, un bon livreur est souvent indispensable. Il connaît les clients-es. «Un bon livreur, un livreur sympathique, ça amène des *feedback* au dépanneur, des gens qui rappellent.» C'est un élément essentiel du service personnalisé! L'employé-livreur sert également de «gérant de *backstore*» en organisant le roulement de la marchandise. Et il livre à peu près les mêmes produits que vendus au comptoir. Beaucoup de bière surtout. «C'est plus pesant!»

ALLÔ, C'EST MOÉ...

Un dépanneur de quartier a surtout des habitués-es. «Quand je rentre le lundi, juste en voyant les sacs déjà préparés pour la livraison, si je vois un Écho-Vedettes avec un litre de lait 2% plus deux Players filtre, je sais tout de suite que c'est pour la madame du 4447 des Érables... À certaines heures,



PHOTOS: JULIE PERREAULT

neur est relativement faible, il n'est pas d'accord. «J'ai dû investir plusieurs dizaines de milliers de dollars pour installer mes deux chambres froides, mon système d'aération et les comptoirs.»

MARKETING MAISON

Je m'étonne du peu de bonbons offerts dans ce dépanneur. «On n'est pas dans un quartier familial, précise M. Ugaldes. Ici, il y a surtout des travailleurs, des adultes, des gens accotés sans enfant. J'ai seulement deux petits enfants qui viennent ici régulièrement. L'autre jour, ils m'ont demandé une sorte de bonbon au chocolat que je n'avais pas. Je vais m'en procurer car ce sont des clients réguliers.» C'est sa façon de répondre aux besoins de la clientèle fidèle. «Un jour, un Français m'a demandé une sorte de vin, selon lui très popula-



PHOTO: JULIE PERREAULT

Ugaldes apprend beaucoup sur leurs habitudes de vie; il écoute plus qu'il n'intervient. Mais les photos du Pérou, accrochées dans le dépanneur, déclenchent les échanges et l'obligent à raconter sa culture d'origine.

RÊVE D'ENFANT

«Quand j'étais petit, au Pérou, je voulais déjà un commerce», se rappelle M. Ugaldes. «Je vendais des bonbons devant la maison. J'allais les acheter en ville et je revenais au village en les vendant juste un peu plus cher». Au Québec depuis 25 ans, les Ugaldes ont beaucoup travaillé pour réussir à épargner. Les contrats, courts, sans sécurité, se sont enfilés: plongeur, cuisinier, commis de banque, commis à la poste, etc. Il croit que les immigrants-es sont plus travaillants et persévérants que les Québécois-es. Bien peu l'auraient imité: la première année de son dépanneur, il a continué à travailler ailleurs, dormant dans les allées de son commerce!


Indépendant, il aurait souhaité s'associer à une chaîne d'alimentation comme Provigo ou IGA. «Mais ça m'aurait coûté plus cher pour obtenir l'inventaire et j'aurais dû payer avant d'avoir ouvert mes portes.» Au départ, la banque refuse de lui prêter car il travaille à l'heure sans sécurité d'emploi. L'agent immobilier qui lui a vendu sa maison résidentielle lui avance les fonds avec sa maison en garantie. La banque garantira ensuite le prêt, une fois le dépanneur ouvert. Quand je lui dis que l'investissement pour ouvrir un dépan-

re. J'ai inscrit le nom du vin et demandé à des clients s'ils connaissaient cette marque. Personne n'avait entendu parler de ce vin. Je ne l'ai pas commandé.» Pas d'étude de marché, le service est intimiste. Il souhaite vendre des billets d'autobus, obtenir une valdeuse de 6/49, mais ses démarches n'ont pas encore donné de résultat.

Les cigarettes sont le produit le plus vendu au Dépanneur BBQ-Los Amigos. Les chips, la bière et le vin arrivent au deuxième rang. «Aujourd'hui, on vend moins de bière en caisses de 24», note M. Ugaldes. On achète davantage de bière à l'unité. En grosse cannette, elles sont plus rentables... mais aussi, plus facile à piquer. Dans les pantalons de survêtement, deux ou trois cannettes de bière s'insèrent facilement dans les poches. À moins qu'une caméra-vidéo, comme le propriétaire en a installé une, vous décourage...

CRÉDIT, DROGUE ET ROCK'N ROLL

Dans ce quartier de va-et-vient, cette rue de passage, difficile de faire confiance au premier ou à la première venue. Une grande affiche surplombe la caisse enregistreuse: «Pas de consommation de drogue ou d'alcool. Pas de crédit.» Les propriétaires ont été échaudés-es. «Je me suis fait avoir par plusieurs clients», soutient Aristobal Ugaldes. «Les premières fois, ils te demandent et te remboursent. Puis, ils te redemandent, te redemandent encore de plus gros montants et là, ils disparaissent». Rarement, très rarement il fait crédit, et seulement à quelques rares personnes qu'il connaît. Côté drogue, on faisait la passe sous son nez. Un ami lui a ouvert les yeux, ses enfants aussi, en voyant deux gars «sniffer» de la coke dans une allée.

L'élargissement des heures d'ouverture des épicerie a affecté ce dépanneur du centre-ville même si autour les grandes surfaces ne sont pas légion. Le plus fascinant, c'est que M. Ugaldes s'est rendu compte de ce phénomène il y a à peine un an, alors que la loi est en vigueur depuis 1990. En visite chez sa belle-soeur, un soir qu'il avait fermé son dépanneur plus tôt, elle l'invite à l'accompagner à l'épicerie. C'est là qu'il réalise que les épicerie sont ouvertes tous les soirs... À la fois ouvert sur le monde et sur diverses cultures, on dirait que le dépanneur, pour cette famille, les coupe du quotidien... 



Dépan-Escompte Couche-tard, Montréal

BIG BROTHER, BIG DÉPANNEUR

JULIE PERREAULT

Coin Rachel et Delorimier, les gens s'arrêtent le jour mais surtout la nuit. Une clientèle «couche-tard»... et jeune, dans la vingtaine, vient dépenser un petit 3\$ au dépanneur. Peu portée sur la lotto, elle préfère massivement les bières de micro-brasseries québécoises. Les ventes devançant même nettement celles de bières commerciales comme Molson ou Labatt. Ce goût marqué des résidants-es du Plateau, c'est ce qu'on appelle en *marketing* un micro-marché. C'est la prochaine conquête des Dépan-Escompte Couche-Tard. Après l'ère de l'uniformisation totale, le géant de l'industrie du «dépannage» personnalise la formule. Légèrement.

On est loin du dépanneur typique de coin de rue. L'endroit ressemble plus à une petite épicerie, l'éclairage néon en prime. Ici, les dalmatiens en peluche côtoient le café, le pain cuit sur place, les charcuteries et le *Kraft Dinner*¹. Il a gardé trois choses du dépanneur traditionnel. Cigarettes et bières représentent 50% des ventes; les heures d'ouverture défient les autres commerces d'alimentation et les produits, toujours plus variés, s'empilent, s'alignent, s'amoncellent. Mais là s'arrête toute comparaison. Les allées, subdivisées, sont bien identifiées, histoire d'organiser le trop plein. Le gérant-salarié travaille 45 heures par semaine et embauche une douzaine d'employés-es, la moitié à temps plein. 6 000 personnes transitent hebdomadairement par ce dépanneur. Et le chiffre d'affaires annuel frôle le million de dollars!

BIG BROTHER AU DÉPANNEUR

Depuis un an, Luc Toupin est gérant de ce Dépan-Escompte, un des 310 points de vente d'Alimentation Couche-Tard. Ancienne franchise La Maisonnée, rachetée en 1993, la façade, les produits et la gestion ont bien changé. «La grosse différence entre un dépanneur franchisé et un «corporatif», c'est le contrôle», souligne Luc Toupin. «Chez Couche-Tard, tout est contrôlé à la cenne. C'est exigeant pour tout le monde. Mais en bout de ligne, il n'y a aucune perte.» À titre d'exemple, toutes les transactions sont informatisées et automatiquement transmises au siège social. À la fin de chaque semaine, les données ne sont plus accessibles aux

1 Parmi les produits d'épicerie, le *Kraft Dinner* serait le plus gros vendeur dans les dépanneurs nord-américains.

gérants-es des dépanneurs. Une bonne stratégie pour que les bilans financiers partiels soient faits régulièrement.

En un an de gestion, M. Toupin a augmenté de 12% le chiffre d'affaires du dépanneur. Il a réduit les stocks, accru la variété des produits, et repensé les étalages à la façon Couche-Tard. «Avant mon arrivée comme gérant, tu entrais dans le magasin et tu te sentais étouffé», se rappelle-t-il. Mais quelque chose est

resté de cette sensation... avec tous les spéciaux en surenchère accrochés au plafond et sur les caisses de bière. La guerre des prix et les circulaires de spéciaux distribuées aux maisons environnantes, voilà la tactique Couche-Tard. Le petit dépanneur tout près ne s'en remettra peut-être pas. «Il a fermé six fois depuis le mois d'août et changé d'administration», précise Luc Toupin. Mais la concurrence se fait dans les deux sens. Récemment, le même petit dépanneur s'est payé une nouvelle peinture. La façade est désormais bleue et jaune... couleurs Couche-Tard!

LA FOURMILIÈRE

Le midi, le dépanneur est envahi. Des hordes d'adolescents-es débarquent. On



Luc Toupin, le gérant.



PHOTOS: JULIE PERREAULT

est à deux pas de la polyvalente Jeanne-Mance. Liqueurs, chips mais surtout bonbons sont la cible de cette jeune clientèle. «À cette heure-là, ne me demande pas mon plus beau bonjour», me lance la préposée aux ventes. On imagine: les mille mains tendues, les cris, les bousculades. Le gérant se transforme alors en surveillant et attend, avec un brin d'impatience, que sonne la cloche... Après, c'est plus tranquille. Quelques rares clients-es vont s'arrêter et raconter leur vie au gérant. Les autres, plus jeunes, souvent en groupe de 2 ou 3, saluent simplement. Parfois, on échange sur la météo, les résultats d'élection, mais les discussions ne vont pas en profondeur.»

Le soir de Noël, un voleur est entré, armé et sac-à-dos prêt à recevoir les billets: il a vidé la caisse. Luc Toupin me raconte l'événement de façon anodine. «On a un hold-up à peu près tous les mois et demi», me dit-il. Ça fait presque partie de la culture d'entreprise. Mais n'a-t-il pas de problème de recrutement? «Non, dit-il, les jeunes connaissent la game».

Côté vol à l'étalage, la perte peut atteindre 200\$ par semaine. Le café, les petites conserves de crevettes à 3,99\$ et la bière en cannette sont les premiers produits piqués. Il me raconte ses courses folles pour rattraper un voleur de bière et le convaincre de revenir installer la caisse dans le frigo. Mais son approche ne réussit pas toujours. «Prends ce jeune de 14 ans, effoité sur une chaise dans mon bureau. Il ne réagissait pas quand j'essayais de lui faire comprendre que son vol avait des conséquences. On aurait dit qu'il me disait: "c'est-tu fini?". Même attitude avec

la police. Une fois dans leur voiture, il a réussi à en sortir et à leur échapper.»

CHEVALIER DU DÉPANNEUR GAGNANT

Avant de devenir gérant en 1994, il avait tout fait dans les dépanneurs: commis, caissier, boulanger. Pour Luc Toupin, le dépanneur indépendant n'a pas d'avenir. Même si sa job est stressante, son salaire moyen, il a la certitude de ne pas perdre son emploi, et mise même sur une promotion

au sein de l'empire Couche-Tard. «Je suis jeune et j'aime prendre des responsabilités, lance ce gérant de 22 ans. J'aime le milieu dépanneur. J'ai grandi dedans. Être gérant, c'est un défi. J'apprends comme à l'école. Je vois mes erreurs, je les comprends et je ne les fais plus.» La formation mensuelle de Couche-Tard améliore ses compétences. «En partageant nos expériences de gérants, on apprend des erreurs des autres.»

De quoi auront l'air les dépanneurs de l'an 2000? Certaines technologies seront développées, quelques nouveaux gadgets mis en vente. Les plus gros changements sont peut-être derrière nous. La phase de consolidation du dépanneur de grande surface bat son plein. Luc Toupin, en gérant pragmatique, n'a qu'une inquiétude face au changement de millénaire: «ce que je sais, c'est que personne ne va vouloir travailler le 31 décembre 1999!»





CHRONIQUE INSOLENTTE

POUR UN ENFANT DE BANLIEUE, LE DÉPANNEUR, C'EST SOUVENT LOIN...

Ça ne veut pas dire que nous n'allions jamais au magasin de bonbons. Mais au lieu d'y aller en deux minutes, trois fois par jour, on faisait une expédition de groupe qui nous menait à près d'un demi-mille de la maison, à peu près la même distance que pour aller à l'école. Non, non, on ne faisait cela ni en voiture, ni en autobus scolaire, mais à pied. Ça a fait de nous d'excellents marcheurs-ses et des enfants assez débrouillards, quoi qu'on en dise.

Et puis, il y avait un autre magasin de bonbons à 1 cenne sur le parcours de l'école, celui-là tenu par une lointaine cousine de mon père. Ah! ce qu'elle m'en faisait baver celle-là... Elle s'était mis en tête de contribuer à sa manière à notre érudition, la vieille sorcière. Elle

exigeait, avant de consentir à nous servir, que nous identifions par son nom exact chaque bonbon convoité: les boules noires, celles qui changent de couleur à mesure qu'elles fondent dans la bouche, les petites négresses qui doivent certainement porter un autre nom si elles existent encore, les multiples jujubes aux formes et aux couleurs fascinantes. Elle m'emballait cela dans un minuscule sac de papier brun et je repartais à la fois soulagée d'avoir passé l'examen et déçue de ne pas avoir demandé en pointant du doigt celui-là qui me faisait saliver et dont j'ignorais le nom.

Ces magasins de bonbons de mon enfance ont depuis longtemps disparu comme à peu près toutes les écoles que j'ai fréquentées, transformées en foyer pour personnes âgées ou en centres administratifs, comme le veut l'air du temps... Autour de chez moi, il y a quatre pharmacies qui vendent de tout et

Le dépanneur en pain d'épice

NICOLE BRAIS

surtout des riens. D'ici à ce qu'elles vendent de la bière à la place des aspirines... Et à l'heure des méga-magasins où on perd le sens de la mesure entre les pneus d'auto, les appareils de télévision et les crevettes congelées, l'épicerie de quartier fait de plus en plus office de dépanneur. On y vend de la bière, des chips, des cigarettes, des palettes de chocolat, des billets de loto et autres choses plus essentielles; on vous y accueille avec le sourire des gens qui se reconnaissent. De plus, elles sont ouvertes, sept jours sur sept, de 8 à 11. Une gomme balloune avec ça?



LE MAGAZINE DE VIE OUVRIÈRE

PLUS PLUS PLUS
D'ENQUÊTES DE TÉMOIGNAGES DE REPORTAGES

- Abonnement individuel 1 an : 23,00 \$
- Abonnement individuel 2 ans : 40,00 \$
- Abonnement individuel à l'extérieur du Canada 1 an : 30,00 \$
- Abonnement institutionnel 1 an : 32,00 \$
- Abonnement institutionnel à l'extérieur du Canada 1 an : 40,00 \$
- Abonnement de soutien 1 an : 35,00 \$
- Étudiants ou sans-emploi 1 an : 15,00 \$
- Numéro seulement 3,95 \$ + 1,45 \$ poste

NOM

ADRESSE

CODE POSTAL

PAIEMENT INCLUS :

FAIRE PARVENIR VOTRE CHÈQUE OU MANDAT-POSTE À :
Revue Vie Ouvrière inc., 1215 rue Visitation, Montréal (Québec), H2L 3B5 • Téléphone : (514) 523-5998



Granby **TAXI PLUS**

JULIE PERREAULT

Ils rôdent à toute heure du jour et de la nuit. Les yeux aux aguets, ils veillent. Ils sont encore en service, longtemps après 21h, lorsque les commerces ferment et que les autobus retournent au garage. Les taxis sont des vigiles urbaines. Un petit pas seulement pour devenir des «intervenant-s sympathiques»: des TAXI-PLUS!



TAXI PLUS est un projet novateur dont l'objectif est d'accroître la sécurité des femmes en milieu urbain¹. Il est le fruit d'un partenariat de quatre ans entre le groupe de femmes Entr'elles de Granby et d'autres groupes de la ville (CLSC, CALACS, Maison d'hébergement, police, municipalité). L'idée originale vient d'une femme de Granby qui, par le passé, a reçu l'aide d'un chauffeur de taxi lors d'une tentative d'agression. Le groupe a fait du pouce sur l'idée.

Le rôle de tous les intervenant-s est clair et défini dans un protocole d'entente. Mais avant d'en arriver là, tout le monde avait sa petite idée sur le projet. On craignait que la ville de Granby soit stigmatisée comme lieu spécialement violent. Le préventionniste de la police voulait, de son côté, que les taxis dénoncent les hommes violents et soient témoins en cour. C'était loin des volontés des chauffeurs. Ils voulaient bien offrir un service de qualité, être une ressource sécuritaire mais «ne voulaient pas que ça prenne trop de leur temps. Ils voulaient garder ça «léger», rappelle Françoise Guay, formatrice du Développement québécois de la sécurité des femmes (DQSF).

DES DURS, DES ÉMOTIFS

Être un TAXI PLUS, c'est d'abord jouer un rôle dissuasif et de refuge en cas d'agression. Dans d'autres situations, on

1 Le Développement québécois de la sécurité des femmes (DQSF) a lancé le programme *Aux portes des cités sûres* dans 12 villes du Québec. Groupes de femmes et municipalités cherchent ensemble des moyens pour sécuriser les lieux publics souvent évités ou redoutés. Le projet TAXI PLUS découle de cette vaste initiative.

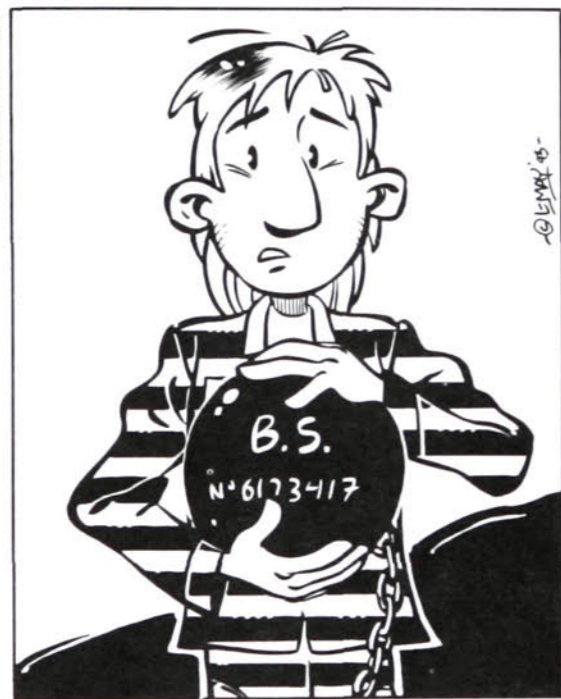


PHOTO ISABELLE MARISAL

offrira un service d'accompagnement sécuritaire, pour le prix d'une course normale, en proposant différentes ressources. «On écoute les femmes, on les vouvoie, on n'impose pas notre volonté», a expliqué le chauffeur de taxi Guy Gosselin à l'hebdo de la région, *La Voix de l'Est*. Pas question ici de se substituer aux policiers. «Le chauffeur de taxi n'est pas là pour risquer sa vie, ni celle de la femme», précise Marie Toupin, du centre Entr'Elles. Plus de 20 chauffeurs ont actuellement suivi une formation sur la sécurité et l'intervention auprès de femmes insécurisées. C'est presque la moitié de la flotte de taxi qui circule dans Granby. À n'importe quelle heure, il y a au moins un chauffeur préparé à intervenir en cas de situation difficile.

Ces «gars de taxi» ont pris la formation très à coeur. «Ils ont pris conscience de ce qu'ils font déjà», fait remarquer Françoise Guay. «Ça aussi été l'occasion de réfléchir sur la violence... une réflexion que les gars ne font pas souvent». «Il y a un an passé, on fonctionnait à l'aveuglette», rappelle Gilles Gagné. «La formation nous a changés. Avant on ne savait pas comment s'y prendre avec les femmes en crise. Et on ne connaissait pas les adresses des ressources...»

Tout au long du projet, les chauffeurs de taxi ont été «très passionnés». Le plus surprenant pour les filles du centre de femmes a été de les voir terminer et réussir la formation: le doute était dans l'air. Lors des simulations, une sympathie mutuelle s'est installée entre les féministes et les chauffeurs de taxi. «Ils ont beaucoup apprécié les évaluations personnalisées. Même s'ils ont l'air de durs, ça été un moment très émotif», raconte Marie Toupin. «Il y a vraiment eu un rapprochement avec ces gars qu'on ne connaissait pas».



Réforme de l'aide sociale: LA FIN DES PROGRAMMES- BIDONS D'EMPLOYABILITÉ?

JEAN ROBITAILLE

«LA LOGIQUE DE L'EMPLOYABILITÉ: ÇA MAINTIEN LE MONDE À L'AIDE SOCIALE. NOTRE OBJECTIF, C'EST DE LES SORTIR DE LÀ», CLAME LOUISE HAREL.

La réforme de l'aide sociale, proposée par la ministre Louise Harel, sonne-t-elle le glas des programmes d'employabilité? «Faire travailler les gens sur l'aide sociale, ça ne marche pas», lançait la super-ministre des pauvres aux groupes communautaires venus l'entendre présenter son projet de réforme le 10 décembre dernier.

Le concept d'employabilité est apparu dans le jargon gouvernemental au milieu des années 80. Il s'est vite imposé dans les milieux conservateurs comme une réponse aux difficultés du marché du travail d'intégrer l'ensemble des gens aptes au travail. Plutôt que de reconnaître comme source du problème les restructurations du marché, on pointe les individus comme responsables de leur infortune. «Le marché du travail pourrait accueillir plus de travailleurs, disait-on, mais les gens en quête d'emploi ne sont pas assez "employables"». Manque de compétences techniques et professionnelles, perte d'habitudes de travail, nécessité de s'ajuster aux nouvelles technologies, l'employabilité devient la panacée qui justifie le développement d'une multitude de programmes gouvernementaux.

Mais les critiques face à ces programmes n'ont pas tardé à se faire entendre. Programmes-bidons qui ne débouchent sur rien, *cheap labour*, absence de formation, la liste était longue. Au début, le gouvernement a fait la sourde oreille. Puis, sous la pression, il a

commandé des études exhaustives sur l'efficacité de ces mesures. Les résultats ont été concluants: rares étaient les gens qui accédaient au marché du travail grâce à ces mesures. Au contraire, la participation à ces programmes d'employabilité avait pour conséquence de retenir à l'aide sociale nombre de prestataires plus scolarisés.

NOUVEAU JARGON

Dans le jargon gouvernemental, on assiste alors, autour de 1994, à l'émergence d'un nouveau concept: l'intégration à l'emploi. Dorénavant il ne suffit plus de tenter de combler les lacunes d'un individu face au marché du travail, il faut être «pro-actif». Cela implique d'offrir un cheminement personnalisé aux prestataires de l'aide sociale en quête d'emploi et de transformer au besoin les prestations d'aide sociale en subventions salariales.

Le Livre vert de la ministre Harel, intitulé *Un parcours vers l'insertion, la formation et l'emploi*, s'inscrit tout à fait dans cette nouvelle orientation. Mais soucieux de réduire les coûts d'aide sociale et de satisfaire les apôtres du *workfare*, il va plus loin en imposant l'obligation de s'inscrire dans un parcours d'intégration à l'emploi sous peine de voir son chèque coupé de 150\$ par mois. De quelle nature seront ces activités d'intégration à l'emploi? S'agit-il encore de mesures d'employabilité comme les *Extra* et les *Stages en milieu de travail* remises au goût du jour, ou

plutôt de programmes d'apprentissage mixtes école-travail, de subventions salariales, de bons d'emploi?



PHOTO: BERNARD JEAY

PRIS ENTRE DEUX EAUX

Le ministère de la Sécurité du revenu semble pris entre



Journée mondiale pour l'élimination de la pauvreté, en octobre 1996 à Montréal.

DES SIMILITUDES AVEC L'ANCIEN RÉGIME

(J.R.) Le constat d'échec des mesures d'employabilité n'est pas propre à l'actuel gouvernement péquiste. En effet, à la fin du régime libéral, en août 1994, le comité exécutif du ministère de la Sécurité du revenu annonçait des intentions similaires dans un document intitulé *Vers une stratégie mixte d'intervention en intégration à l'emploi des prestataires de la sécurité du revenu*. «L'intégration à l'emploi et non le développement de l'employabilité doit être la finalité claire et partagée de l'ensemble de nos actions», y lit-on. On retrouve ensuite des concepts de même mouture que ceux du Livre vert de la ministre Harel, mais avec plus de détails.

VISER ENTRE LES EXTRÊMES

Ainsi, on explique que «l'aide à la recherche d'emploi n'a d'impacts positifs ni sur la clientèle la plus employable, ni sur la clientèle la moins employable.» C'est donc le groupe de gens entre les deux qu'il faut viser. Plus précisément, doit-on «cibler les femmes d'âge moyen, non-diplômées et n'ayant pas d'expériences récentes de travail.» C'est dans ce groupe que les programmes seraient les plus «performants».

Dans le cas des gens qui entrent à l'aide sociale, et qui possèdent déjà formation et expérience de travail, on affirme que «la participation à des programmes entraîne des effets de rétention à la sécurité du revenu.» En mots clairs, mieux vaut les laisser sortir eux-mêmes de l'aide sociale sans les retenir sur des programmes. Et conditionnons l'émission du chèque aux efforts individuels des gens pour se trouver un emploi. Enfin, pour s'assurer que les prestataires plus scolarisés n'occupent pas des places sur des programmes qui ne leur sont pas destinés, on recommande simplement d'éliminer la bonification financière accordée aux participants-es.

UNE DIFFÉRENCE AVEC LA RÉFORME HAREL

La réforme Harel diffère de ce document sur un aspect: elle offre un encadrement personnalisé aux personnes contraintes de participer à un parcours d'insertion vers l'emploi. C'est la volonté exprimée par la ministre. Mais le Ministère aura-t-il les ressources suffisantes pour offrir cet encadrement? Dans le document du Ministère d'août 1994, on en doutait: «Avec les ressources actuelles, les membres du comité ne croient pas que, sans un allègement de la tâche, il soit possible d'amener les agents à accompagner adéquatement les prestataires dans leur cheminement.» Et il semble que dans les couloirs des sous-ministres, on en doute encore...



deux eaux. On trace un bilan assez négatif des programmes d'employabilité. La conclusion du Livre vert est laconique: «Force est de constater que la seule logique de l'employabilité qui pré-

En entrevue à VO, Louise Harel expliquait que les mesures d'employabilité seraient maintenues, mais qu'elles changeraient de vocation. «En deux semaines, juste avant Noël, j'ai reçu 350

vaut dans le régime actuel de la sécurité du revenu est improductive.» Mais on voudrait conserver certaines mesures pour les gens qui, faiblement scolarisés et sans expérience de travail, ne risquent pas d'intégrer le marché du travail prochainement.

lettres de gens qui s'inquiétaient de la disparition des *Extra*», nous confiait un ministre un peu abasourdi de voir tant d'organismes communautaires revendiquer le maintien des *Extra*. «On va continuer à offrir des *Extra*, même si c'est une mesure qui porte très mal son nom d'"Expérience" de travail. Mais on veut la proposer comme activité d'insertion sociale qui n'aurait pas pour finalité d'insérer les gens sur le marché du travail.»

SORTI DU CARCAN FÉDÉRAL

Déliée du carcan du Régime fédéral d'assistance publique¹ qui contraignait

VOX POP SUR LA RÉFORME

Dès la publication du Livre vert, les groupes populaires ont critiqué le projet de réforme de la ministre Harel, notamment l'ambiguïté entre son discours plus social-démocrate et ses propositions à saveur néo-libérale. Selon Jean-Yves Desgagnés, du Front commun des personnes assistées sociales, «la ministre Harel adopte le discours du rapport Bourchard et met en pratique le rapport Fortin».

Certains aspects intéressants du Livre vert reprennent des demandes formulées par les groupes populaires. Comme l'allocation unifiée pour enfants, qui permet aux familles de conserver un soutien financier de l'État quand elles quittent l'aide sociale et se trouvent un emploi à petit salaire. L'idée de rendre accessible aux prestataires de la Sécurité du revenu l'ensemble des services de main-d'oeuvre est également positive. Tout comme le projet d'offrir un parcours vers l'emploi, mieux adapté aux besoins des prestataires.

Mais l'application coercitive des mesures d'intégration à l'emploi s'avère l'élément le plus contesté. Dorénavant, les jeunes de moins de 25 ans devront obligatoirement s'inscrire à une activité d'intégration à l'emploi, faute de quoi leur chèque d'aide sociale sera amputé de 150\$ par mois. Cette mesure sera progressivement appliquée à tous-tes les prestataires aptes au travail, en ciblant d'abord les mères monoparentales. *Vox pop* de militants-es sur la réforme...

EXCLUSION D'ÂGE ET DE LANGUE

DENYSE LACELLE, DU PROJET GENÈSE

«La loi actuelle accorde le barème financier de non-disponibilité aux personnes de 55 ans et plus. Non pas, nous l'espérons, parce qu'on les considère comme des travailleurs-ses trop âgées, mais bien parce qu'on reconnaît que, malheureusement, la plupart des employeurs les voient ainsi... et que leurs chances de se retrouver un emploi sont à peu près nulles. Puisque son projet de réforme porte à 60 ans l'obtention de ce barème, la ministre Harel peut-elle nous expliquer quelles améliorations subites elle a constatées dans l'état du marché du travail qui la

conduisent à conclure que les personnes âgées de 55 à 60 ans ont tout à coup beaucoup plus de chances de se trouver un emploi?

Par ailleurs, on sait que c'est en raison des lenteurs du gouvernement fédéral que les revendicateurs-rices du statut de réfugié doivent attendre si longtemps avant d'avoir une réponse. Quoi qu'il en soit, la ministre Harel est-elle d'avis qu'il soit une bonne chose que tous ces gens n'aient plus accès aux programmes de l'aide sociale qui leur permettaient d'apprendre le français et qu'ils doivent ainsi passer la première, voire la deuxième et la troisième année de leur vie au Québec sans connaissance judicieuse du français?»

L'OMBRE DU DÉFICIT ZÉRO

DENIS LANGEVIN, DU COMITÉ DES PERSONNES ASSISTÉES SOCIALES DE POINTE-ST-CHARLES

«L'hémisphère gauche du cerveau de Louise Harel a secrété une réforme soi-disant social-démocrate, mais son hémisphère droit a pensé seulement aux compressions budgétaires de l'ordre de 800 millions \$ dans le cadre de l'atteinte du déficit zéro. Les jeunes de 18-24 ans, les cheffes de familles monoparentales et les 55-60 ans seront les plus durement touchés par la nouvelle obligation de participer à un parcours individualisé vers l'emploi.»

RECONNAISSANCE DU TRAVAIL DE MÈRE

FRANÇOISE DAVID, DE LA FFG


«Doit-on obliger les mères de jeunes enfants à participer à un parcours d'insertion lorsqu'elles sont assistées sociales? La Fédération des femmes du Québec répond NON. Nous sommes conscientes que l'autonomie financière des femmes est un objectif important. En ce sens, nous réclamons des emplois durables et de qualité, des parcours d'insertion adaptés aux besoins

les programmes provinciaux d'aide sociale dans des mesures essentiellement «passives» de sécurité du revenu, la ministre Harel souhaite pouvoir transformer les prestations d'aide sociale en subventions salariales pour relancer la création d'emplois, en particulier dans le champ de l'économie sociale.

La logique de l'insertion en emploi porte un regard beaucoup plus global sur la problématique du chômage. La réforme Harel, qui dit s'en inspirer, demeure toutefois fort réservée sur les moyens concrets de créer des emplois. L'économie sociale ne remettra pas au travail les 500 000 sans-emploi. Et on

ne peut se fier sur la simple croissance de l'économie pour y arriver. En 1975, une croissance annuelle de 1% du PIB entraînait une hausse de 1% du nombre d'emplois. En 1985, la même croissance se traduisait par une hausse de 0,5% du nombre d'emplois. Et en 1995, elle n'était plus que de 0,25%.

Les *Parcours individualisés vers l'emploi* de la ministre Harel risquent fort de buter sur les mêmes contradictions que celles rencontrées par les programmes d'employabilité si on n'augmente pas le stock d'emplois disponibles au Québec. Ces *Parcours individualisés* aboutiront encore dans les mêmes culs-de-

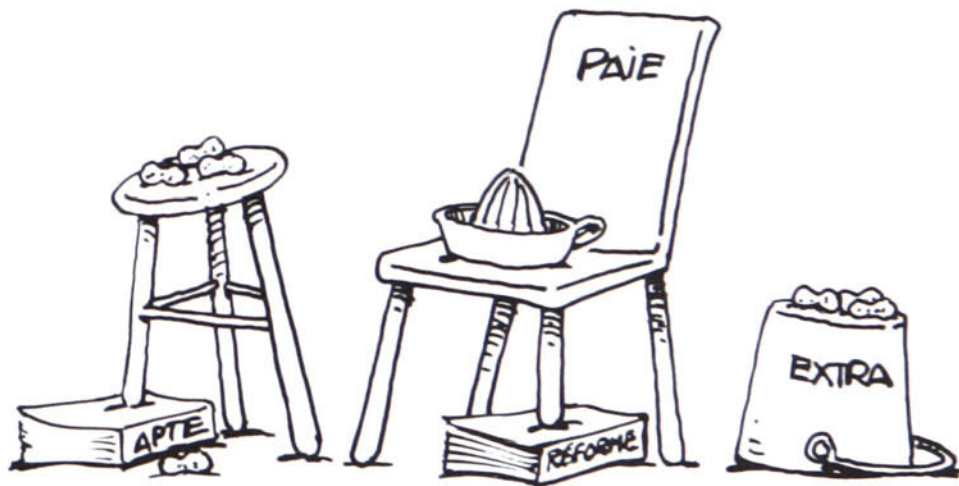
sac, en marge du marché du travail. On aura changé quatre trente sous pour une piastre. 

1 Le Régime d'assistance publique du Canada a été modifié l'an dernier. Bonne nouvelle pour les provinces: les fonds provenant du fédéral pour financer l'aide sociale peuvent dorénavant être utilisés comme subventions salariales, une mesure dite active. La mauvaise nouvelle, c'est que ces transferts fédéraux ne financent plus «50-50» les budgets d'aide sociale des provinces. Il s'agit d'une enveloppe fermée, ce qui se traduit par un manque à gagner de 1,2 milliard \$ en 97-98 pour le Québec.

DE L'AIDE SOCIALE

J.R.

DESSIN: PIERRE BERTHALUME



des femmes assistées sociales et des services de garde accessibles et gratuits pour elles et pour toutes les familles à faible revenu.

Nous voulons que l'on cesse de considérer celles qui ont la charge à temps plein d'un enfant comme des personnes sans travail. Qui a déjà assumé cette responsabilité sait qu'élever seul-e un ou plusieurs enfants constitue un travail, une lourde responsabilité, parfois un fardeau. La joie de voir grandir nos petits-es ne diminue en rien l'ampleur de la tâche. Il est temps que cela soit reconnu socialement et politiquement.»

SAISIE DE CHÈQUE

FRANÇOIS SAILLANT, DU FRAPRU

«Le Livre vert ne propose pas de s'attaquer à l'incapacité de payer des personnes assistées sociales, qui est la véritable cause du non-paiement de loyer dont se plaignent les propriétaires de logement locatif. Il propose de s'attaquer aux personnes assistées sociales elles-mêmes. La saisie d'une partie du chèque

d'aide sociale des personnes qui auraient été trouvées coupables de non-paiement ne leur donnera pas plus d'argent pour payer leur loyer.»


CE QUI MANQUE, CE QUI EST EN TROP

VIVIAN LABRIE, DU CAPMO ET CO-AUTEUR DU RAPPORT BOUCHARD-LABRIE-NOËL

«Le Livre vert donne toute la mesure de nos tensions de société sans réussir à s'engager suffisamment pour surprendre agréablement les

personnes qui luttent pour une société plus juste. Des principes font du chemin: mettre la personne et son parcours de vie au centre, admettre notre responsabilité collective pour l'emploi, aborder les problèmes en fonction de l'ensemble de la population à faible revenu.

Mais il y a ce qui manque: des dispositifs pour rétablir la confiance de part et d'autre du guichet et donner du contrôle aux personnes et aux milieux sur le système, une stratégie de création d'emplois, le budget des mesures actives et plus précisément la vérité sur les compressions budgétaires auxquelles la réforme pourrait donner lieu, aller au bout des prises de conscience sur nos valeurs fondamentales, sur les écarts entre nous et sur les effets du néo-libéralisme.

Et ce qui est en trop: les pénalités et les mesures appauvrissantes. Cela rend l'adhésion impossible et empêche l'efficacité. Il suffirait de surseoir à ce qui dépasse et de proposer plutôt aux prestataires, au personnel, aux milieux, à la société comme telle, un défi: celui de s'en sortir ensemble peu à peu et de s'en donner les moyens.» 

Les tribulations de «Moonroney»

Notre ancien premier ministre s'est retrouvé aux côtés de George Bush (et d'une brochette de présidents latino-américains à la retraite) le 23 novembre dernier à Buenos Aires pour le lancement de la revue du révérend Moon en Amérique latine, l'hebdomadaire argentin *Tiempos del Mundo*, de l'église de Moon. *Courrier international #322.*

Journal de femmes pour les femmes

De tête et de coeur est le premier et le seul journal du genre au Québec, pour toutes les «femmes infectées ou affectées par le VIH/sida». Le journal sera publié deux fois par année et sera également disponible en anglais et en français sur le réseau Internet. Il sera distribué à plus de 30 000 exemplaires dans tout le Québec.

L'Amérindien qui ne servira plus de guide

À Ottawa, la Commission nationale du patrimoine a donné son autorisation pour que la statue du guide amérindien au pied du monument dédié à Samuel de Champlain soit retirée, quitte à l'intégrer à un autre monument. En effet, les chefs autochtones de la région trouvaient que la position «soumise» du guide ne convenait pas au statut des autochtones.

Courrier international #320-321.



PHOTO: DANIEL S. LEGAULT

Les ancêtres

Le 28 juillet dernier à Kennewick (Washington), on découvrait le squelette d'un homme, qui allait bouleverser les théories sur le peuplement de l'Amérique. La datation par carbone 14 révéla un âge de 8 400 ans! L'American Graves Protection and Repatriation Act de 1990 prévoit de remettre aux nations autochtones concernées les restes d'ancêtres retrouvés. Dans le cas présent, l'étude de l'ADN du squelette et sa comparaison avec celui d'autres tribus des environs auraient pu apporter des éclaircissements, mais les Amérindiens s'y opposent sous prétexte qu'il s'agit précisément d'un ancêtre!

Assez de mémoire pour partir en orbite

La quantité de mémoire vive (RAM) requise pour faire fonctionner notre petit logiciel WordPerfect pour Windows est huit fois supérieure à celle requise pour les ordinateurs de bord de la navette spatiale états-unienne!

Méga-génie et méga-idiotie

Le barrage des Trois Gorges en Chine promet déjà d'être l'exploit d'ingénierie du siècle. En commentant le fait que le projet allait inonder de très nombreux sites archéologiques, les responsables ont simplement déclaré que ceux-ci ne valaient pas vraiment la peine d'être protégés puisque les Chinois-es n'ont pas suffisamment d'éducation pour les apprécier de toute façon! *Archeology, jan-fév 1997.*

Les codes des Mayas

Ce qu'a été la découverte de la Pierre de Rosette pour le déchiffrement des hiéroglyphes égyptiens par Champollion en 1822, nous sommes en train de le vivre pour l'écriture des Mayas: des archéologues russes et états-unien-

nes sont parvenus à déchiffrer le code logographique, et à ce jour plus de 80% des inscriptions sont déchiffrées! Cette découverte coïncide avec une ré-émergence politique et culturelle au sein des descendants-es mayas.

Le sang chinois

93% seulement des besoins en sang de la Chine proviennent du commerce privé. Résultat: les intermédiaires douteux sont légions. Ces «suceurs de sang» revendent aux centres agréés le produit de leur collecte, effectuée très souvent dans des conditions effrayantes auprès de paysans-pauvres. Le spectre d'une épidémie est bien réel: déjà on observe une propagation énorme de l'hépatite C. «S'agissant du sida, le problème numéro un, c'est le sang. Drogue et sexe ne viennent qu'après.»

Courrier international #318.

**Pour
un avenir
prometteur...**

**Une présence
active !**

Un partenaire indispensable !

LE
FONDS
DE SOLIDARITÉ
DES TRAVAILLEURS
DU QUÉBEC (FTQ)



Montréal : (514) 383-8383 Sans frais : 1 800 361-5017

1921-1996



CSN

AU

CŒUR

DE SON

TEMPS